

Étude des crédits

2017
2018

**Demandes de renseignements particuliers
du deuxième groupe de l'opposition**

Avril 2017

DEMANDES 1 À 61



**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1.	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2.	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
3.	Sommes dépensées en 2016-2017 (et prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4.	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
5.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6.	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2016-2017. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
7.	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8.	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2016-2017 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9.	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10.	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.
11.	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
12.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.
13.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>
14.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
15.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
16.	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2011-2012 à 2016-2017, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2017-2018.
17.	Montant des taxes payées par le MAMOT au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées.
18.	Évolution du budget du service de vérification du MAMOT depuis l'année financière 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018.
19.	Évolution du budget du Bureau du commissaire aux plaintes du MAMOT depuis l'année financière 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018.
20.	Liste de toutes les embauches effectuées pour le service de vérification du MAMOT depuis l'année financière 2010-2011, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2017-2018.
21.	Liste de toutes les embauches effectuées pour le Bureau du commissaire aux plaintes du MAMOT depuis l'année financière 2010-2011, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2017-2018.
22.	Évolution de la masse salariale du service de vérification du MAMOT depuis 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018.
23.	Évolution de la masse salariale du service Bureau du commissaire aux plaintes du MAMOT depuis 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
24.	Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal depuis l'année financière 2002-2003 et prévisions pour 2017-2018.
25.	Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Québec depuis l'année financière 2004-2005 et prévisions pour 2017-2018.
26.	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 et des projets annoncés pour 2017-2018. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
27.	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds local d'investissement pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 pour tous les CLD ou organismes délégataires désignés en vertu de la Loi. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
28.	Le détails et la valeur des droits, obligations, actifs et passifs des CLD liés au contrat de prêt conclu avec le gouvernement pour le FLI, et au contrat de crédit variable à l'investissement conclu avec Fonds locaux de solidarité FTQ pour le FLS, qui sont devenus ceux des MRC à compter du 20 avril 2015. Les montants que les CLD auraient eu à rembourser au gouvernement et les montants qu'ils ont remboursé.
29.	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement régional (portion du Fonds de développement des territoires) pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 et des projets annoncés pour 2017-2018. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
30.	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 et des projets annoncés pour 2017-2018. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
31.	Fournir le nom de la municipalité ou l'organisme bénéficiaire du Programme de renouveau urbain, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
32.	Fournir une liste des rencontres effectuées en 2015-2016 et 2016-2017 dans le cadre de la Table Québec-Municipalités, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement.
33.	Fournir une liste des rencontres effectuées en 2015-2016 et 2016-2017 dans le cadre de la Table Québec-Régions, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement.
34.	Fournir une liste des rencontres effectuées en 2015-2016 et 2016-2017 par le Comité des partenaires de la ruralité, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement.
35.	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMOT pour 2015-2016 et 2016-2017. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités. Prévisions pour 2017-2018.
36.	Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.
37.	Sommes ventilées versées en 2015-2016 et 2016-2017 à la Commission municipale du Québec et liste des membres de la Commission.
38.	Subventions versées aux différentes associations municipales 2015-2016 et 2016-2017. Indiquer l'objet de la subvention et les prévisions pour 2017-2018.
39.	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2015-2016 et 2016-2017 et chacune des 10 dernières années. Prévisions pour 2017-2018.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
40.	Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.
41.	Liste des corporations religieuses, Églises, fabriques ou autres institutions à caractère religieux qui ont bénéficié d'une exemption de taxe foncière, municipale ou scolaire en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (article 204, par. 8 et 2) pour les années 2009-2010 à 2016-2017. Pour chacune d'elles, fournir la liste des terrains et bâtiments visés ainsi que leur valeur, la valeur exempte de taxe et la valeur de l'exemption (manque à gagner pour la municipalité) tenant compte de la compensation prévue à l'article 205.1 pour certains terrains.
42.	Liste des corporations religieuses, Églises, fabriques ou autres institutions à caractère religieux dont l'exemption de taxe foncière, municipale ou scolaire accordée en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (article 204, par. 8 et 2) a été révoquée par la Commission municipale du Québec, de 2011 à 2016.
43.	Le nombre et le nom des municipalités qui ont augmenté leurs taxes foncières au-delà de l'inflation dans leur budget 2016.
44.	Expliquer à quoi servent les surplus dits non affectés des municipalités qui s'élevaient effectivement à 1,32 G\$ en 2013.
45.	Fournir le déficit en infrastructures municipales au Québec.
46.	Les projets soumis dans le cadre du volet « petites collectivités » du Fonds chantiers Canada-Québec d'environ 176,9 M\$ (10 % de l'enveloppe totale) depuis février 2015.
47.	Copies de tous les échanges entre le MAMOT et d'autres ministères quant à la modification, l'approbation ou la signature du protocole d'entente négocié avec le gouvernement fédéral concernant Fonds chantiers Canada-Québec volet « projets nationaux/régionaux » (à la discrétion du gouvernement du Québec), de même que tous les échanges avec le gouvernement fédéral au même sujet.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
48.	Bilan de la mise en œuvre des mesures et actions (sommes dépensées, ressources et heures consacrées, projets et interventions réalisés, etc.) du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 : La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble.
49.	Tout rapport, analyse ou note établissant un portrait comparatif des différents régimes de redevances de développement en Amérique du Nord.
50.	Mise à jour de la version 2012 du document intitulé « État de situation dépenses de recherche et de secrétariat municipalités de 50 000 habitants et plus ».
51.	Concernant l'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, veuillez fournir les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) l'enveloppe totale fournie par le MAMOT sur ce montant; b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable; c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée; d) l'échéance fixée pour chaque projet; e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet.
52.	La ventilation des dépenses prévues au PQI 2016-2026 pour l'année 2017-2018 pour les projets suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) Construction de la Cité de la culture et du sport à Laval; b) Construction d'une station d'épuration des eaux usées à Montréal; c) Construction de bassins de rétention des eaux usées pour le contrôle des débordements à Montréal; d) Aménagement du Quartier des spectacles à Montréal; e) Aménagement du site de la Gare de triage d'Outremont à Montréal; f) Construction d'une station d'épuration des eaux usées à Gatineau; g) Mise en valeur de l'Oratoire Saint-Joseph; h) Mise aux normes des installations d'eau potable à Baie-Comeau; i) Mise aux normes des installations d'eau potable à Shawinigan; j) Construction d'un centre multifonctionnel à Gatineau - Centre Robert-Guérin.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
53.	<p>La ventilation des dépenses prévues au PQI 2016-2026 pour l'année 2017-2018 pour les projets en planification suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Québec; b) Aménagement du Parc Jean-Drapeau; c) et d) Amélioration de la capacité et l'efficacité des installations d'accueil des croisiéristes internationaux à Québec; e) Réhabilitation de la Gare maritime et de la Jetée Alexandra dans le secteur du Vieux-Montréal et du Vieux-Port Construction d'un anneau de glace à Québec; f) Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Laval; g) Construction d'un amphithéâtre sportif à Trois-Rivières; h) Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Longueuil; i) Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Montréal; j) Construction d'une usine de biométhanisation - Couronne Sud-Est de Montréal.
54.	<p>Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2016-2017, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.</p>
55.	<p>Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.</p>
56.	<p>La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2015-2016 et 2016-2017 avec mention :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de la description du projet; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire; c) du programme concerné, le cas échéant; d) du montant déboursé; e) de la date du déboursement; f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES. <p>Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.</p> <p>Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
57.	Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2016-2017 : a) Le cadre de gestion utilisé; b) La grille d'évaluation des projets; c) Les objectifs poursuivis.
58.	L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 : 1) Soutenir la grappe de la logistique et du transport, notamment en collaboration avec CargoM. 2) Accompagner les municipalités dans la mise à niveau de leur plan d'urgence, pour réduire les impacts d'un incident impliquant un navire de croisière, en favorisant le partage des responsabilités des divers intervenants interpellés.
59.	Concernant les centre locaux de développement, indiquer les sommes versées aux MRC par le ministère pour les CLD en 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Vérifier les montants par région administrative et par CLD.
60.	Total des sommes distribuées par les CLD en 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 avec indication de la part de ces sommes destinée à des garanties de prêt pour les Fonds locaux d'investissements. Ventiler les montants par bénéficiaire, par CLD et par date d'obtention.
61.	Liste des montants et des bénéficiaires de prêt, de prêt participatif, de garantie de prêt, de cautionnement, d'acquisition d'obligations ou autres titres d'emprunt, de participation au capital-actions et au capital social des Fonds locaux d'investissement en ventilant par région administrative et par circonscription pour les trois dernières années.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 1

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers no 3 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 2

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du Ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 5 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 3

Sommes dépensées en 2016-2017 (et prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veuillez vous référer à la question n° 1 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.

Veillez vous référer à la question n° 46 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Au 28 février 2017 il y avait 49 employés occasionnels en place.

2016-2017

Pourcentage des employés occasionnels sur l'ensemble des effectifs (réguliers et occasionnels)			
Secteurs d'activités	Employés en place	Employés occasionnels en place	Pourcentage
Bureau du sous-ministre	28	3	10,7 %
Services à la gestion	37	7	18,9 %
Affaires juridiques	5	1	20,0 %
Politiques	54	8	14,8 %
Infrastructures et finances municipales	141	12	8,5 %
Territoires	110	4	3,6 %
Gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI	60	4	6,7 %
Secrétariat à la région métropolitaine	22	5	22,7 %
Urbanisme et aménagement du territoire	26	5	19,2 %
Total MAMOT	483	49	10,1 %

Information connue au 28 février 2017

Sources : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

2016-2017

Pourcentage des employés devenus permanents sur l'ensemble des effectifs occasionnels			
Secteurs d'activités	Permanences	Sur nombre d'occasionnel	Pourcentage
Bureau du sous-ministre		3	
Services à la gestion	1	8	12,5
Affaires juridiques		1	
Politiques	2	10	20,0
Infrastructures	3	15	20,0
Territoires	1	5	20,0
Gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI	1	5	20,0
Secrétariat à la région métropolitaine		5	
Urbanisme et aménagement du territoire		5	
Total MAMOT	8	57	14,0

Information connue au 28 février 2017

Sources : SAGIR – Rapport EI CSPQ, avis de mouvement

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Pourcentage des employés occasionnels sur l'ensemble des effectifs (réguliers et occasionnels)																		
	2011-2012			2012-2013			2013-2014			2014-2015			2015-2016			2016-2017		
Secteurs d'activités	Effectifs total	Occasionnels	%	Effectifs total	Occasionnels	%	Effectifs total	Occasionnels	%	Effectifs total	Occasionnels	%	Effectifs total	Occasionnels	%	Effectifs total	Occasionnels	%
Bureau du sous-ministre ⁱ	41	8	19,5	41	7	17,1	50	10	20,0	27	5	18,5	28	4	14,3	28	3	10,7
Service à la gestion	50	7	14,0	45	9	20,0	40	3	7,5	38	5	13,2	33	4	12,1	37	7	18,9
Affaires juridiques	4	1	25,0	5	1	20,0	4	1	25,0	5	2	40,0	4	1	25,0	5	1	20,0
Politiques	67	10	14,9	72	10	13,9	75	11	14,7	77	10	13,0	54	6	11,1	54	8	14,8
Infrastructures	156	16	10,3	154	17	11,0	152	26	17,1	150	23	15,3	137	14	10,2	141	12	8,5
Territoires	144	17	11,8	146	19	13,0	128	11	8,6	123	9	7,3	115	5	4,3	110	4	3,6
Gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI							5	0	0,0	32	6	18,8	53	4	7,5	60	4	6,7
Secrétariat à la région métropolitaine										28	3	10,7	22	3	13,6	22	5	22,7
Urbanisme et aménagement du territoire													23	2	8,7	26	5	19,2
Total	475	64	13,5	477	68	14,3	467	64	13,7	492	66	13,4	469	43	9,2	483	49	10,1

Information connue au 28 février 2017

SOURCES : SAGIR – Rapport EI CSPQ, études des crédits des années antérieures

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Pourcentage des employés devenus permanents sur l'ensemble des effectifs occasionnels																		
	2011-2012 ⁽¹⁾			2012-2013			2013-2014 ⁽²⁾			2014-2015			2015-2016			2016-2017		
Secteurs d'activités	Perma nences	Sur Nbr occ	%	Perma nences	Sur Nbr occ	%	Perma nences	Sur Nbr occ	%	Perma nences	Sur Nbr occ	%	Perma nences	Sur Nbr occ	%	Perma nences	Sur Nbr occ	%
Bureau du sous-ministre	1	9	11,1	1	8	12,5	5	15	33,3	0	5	0,0	1	5	20,0	0	3	0
Service à la gestion	0	7	0,0	2	11	18,2	2	5	40,0	0	5	0,0	1	5	20,0	1	8	12,5
Affaires juridiques	0	1	0,0	0	1	0,0	0	1	0,0	0	2	0,0	1	2	50,0	0	1	0
Politiques	4	14	28,6	3	13	23,1	0	11	0,0	2	12	17,0	2	8	25,0	2	10	20,0
Infrastructures	8	24	33,3	2	19	10,5	9	35	25,7	4	27	14,8	8	22	36,4	3	15	20,0
Territoires	7	24	29,2	0	19	0,0	10	21	47,6	0	9	0,0	4	9	44,4	1	5	20,0
Gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI							0	0	0,0	0	6	0,0	2	6	33,3	1	5	20,0
Secrétariat à la région métropolitaine										0	3	0,0	0	3	0,0	0	5	0
Urbanisme et aménagement du territoire													1	3	33,3	0	5	0
Total	22	86	25,6	8	76	10,5	30	94	31,9	6	72	8,3	20	63	31,7	8	57	14,0

(1) 12 occasionnels sur 23 ont été titularisés sur un poste permanent conformément aux ententes conclues lors de la signature des conventions collectives 2010-2015 des fonctionnaires et des professionnels.

(2) 6 occasionnels sur 30 ont été titularisés sur un poste permanent conformément aux ententes conclues lors de la signature des conventions collectives 2010-2015 des fonctionnaires et des professionnels.

Information connue au 28 février 2017

SOURCES : SAGIR – Rapport EI CSPQ, avis de mouvement, études des crédits des années antérieures

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 6

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2016-2017. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 7

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Sujet	Fournisseurs	Coût 2016-2017
Dans le cadre de la refonte du Système électronique de saisie de documents financiers « SESAMM », une consultation a été menée sur la pertinence de certaines fonctionnalités de l'outil afin de pouvoir bien définir les besoins.	Sondage réalisé à l'interne par le personnel du Ministère au moyen d'un questionnaire électronique. Ce sondage a été envoyé aux membres du groupe de travail sur la présentation de l'information financière (ADMQ, ADGMQ, Ordre des CPA, AGFMQ, ADGMRCQ, COMAQ, AVGMQ) qui l'ont transmis aux membres de leurs associations respectives.	Aucun coût
Dans le cadre du processus visant la bonification du profil financier, une consultation a été menée afin d'évaluer la possibilité d'utiliser comme dénominateur les notions de «logements» et de «locaux» pour certains indicateurs de la section A du profil financier.	Sondage réalisé à l'interne par le personnel du Ministère au moyen d'un questionnaire électronique. Ce sondage a été envoyé aux membres du groupe de travail sur la présentation de l'information financière (ADMQ, ADGMQ, Ordre des CPA, AGFMQ, ADGMRCQ, COMAQ, AVGMQ) qui l'ont transmis aux membres de leurs associations respectives.	Aucun coût
Une consultation a été menée afin d'une part, d'établir un indicateur financier pertinent basé sur la rémunération et d'autre part d'évaluer l'opportunité de modifier le calcul de l'indicateur sur le service de la dette.	Sondage réalisé à l'interne par le personnel du Ministère au moyen d'un questionnaire électronique. Ce sondage a été envoyé aux membres du groupe de travail sur la présentation de l'information financière (ADMQ, ADGMQ, Ordre des CPA, AGFMQ, ADGMRCQ, COMAQ, AVGMQ) qui l'ont transmis aux membres de leurs associations respectives.	Aucun coût
Dans le cadre de l'allégement et de la simplification du rapport financier, un sondage a été mené sur la pertinence de scinder le rapport en documents distincts selon l'usage	Sondage réalisé à l'interne, par le personnel du Ministère au moyen d'un questionnaire électronique auprès des membres du groupe de travail sur la présentation de l'information financière (ADMQ, ADGMQ, Ordre des CPA, AGFMQ, ADGMRCQ, COMAQ, AVGMQ).	Aucun coût

Refonte SESAMM – Définition des besoins

Questionnaire adressé à la clientèle

Dans le cadre de la refonte de l'application SESAMM, nous sollicitons votre collaboration afin de pouvoir bien définir vos besoins. À cet effet, nous aimerions recueillir vos commentaires par le biais de ce court questionnaire.

Questions	Commentaires
Importation de données (Passerelle) - Présentement, il existe une fonctionnalité (la passerelle) qui permet d'importer certaines données de votre système comptable dans le rapport financier. Cependant, cette fonctionnalité a très peu été utilisée au cours des dernières années (moins de 10%). Est-ce que vous utilisez cette fonctionnalité? Si non, pour quelles raisons vous n'utilisez pas cette fonctionnalité?	
Initialisation des données comparatives dans le rapport financier - Présentement, l'initialisation des données de l'année comparative se fait par le MAMOT au moment où on vous rend disponible le document dans SESAMM. Est-ce que vous souhaitez pouvoir faire l'initialisation au moment qui vous convient?	
Aide en ligne dans SESAMM (avis, bulles d'aide, instructions, etc.) - L'aide en ligne présente dans SESAMM est-elle suffisante? - Quels types de renseignements souhaitez-vous retrouver dans un tel système?	
Fonctionnalités de traitement de texte, insertion d'image, de graphiques, de tableaux, etc. - Quels types de fonctionnalités visuelles souhaitez-vous avoir dans un nouveau système et qui sont manquantes dans l'application SESAMM?	
Énoncés de vos besoins et commentaires généraux - Quels sont les points forts de SESAMM? - Quels sont les points faibles de SESAMM? - Quels sont vos besoins/attentes vis-à-vis un nouveau système?	

Consultation portant sur le calcul d'indicateurs basés sur les logements et locaux

Indicateurs calculés sur la base d'« unité d'évaluation » versus de « logements et locaux »

Actuellement, au profil financier, nous avons quelques indicateurs ayant comme base de calcul une ou des valeurs provenant du sommaire du rôle d'évaluation foncière (SR). En effet, pour chacune de ces bases de calcul, nous retrouvons les indicateurs suivants:

Partie A du profil financier :

RFU

- Charges nettes par 100 \$ de RFU
- Endettement total net à long terme par 100 \$ de RFU

Unité d'évaluation

- Taxes par unité d'évaluation imposable
- Charges nettes par unité d'évaluation
- Endettement total net à long terme par unité d'évaluation

Partie B du profil financier :

Unité d'évaluation

- RFU par unité d'évaluation imposable et compensable

Partie C du profil financier¹:

Logements (calculé à partir de la partie 5 du SR)

- Charge fiscale moyenne des résidences d'un logement (incluant condominiums)
- Charge fiscale moyenne des logements

Dans le cadre du processus de consultation visant la bonification du profil financier, il a été demandé d'évaluer la possibilité d'utiliser comme dénominateur, pour des indicateurs de la section A, les notions de « logements » et de « locaux ». Afin de mieux cerner ces notions incluses au SR, la Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière, responsable du Manuel de l'évaluation foncière, a été consultée.

À la suite de cette consultation, les principaux constats dégagés sont les suivants:

- À partir du SR, il est impossible de faire une conciliation entre les unités d'évaluation et les logements et les locaux.
- Les chalets et maisons de villégiature (considérés comme un logement) ainsi que les terrains vagues qu'on retrouve à la partie 3 du SR ne sont pas inclus dans la partie 5 du SR. Les chalets et maisons de villégiature sont toutefois inclus dans la section 2 dans le nombre total de logements.
- Les éléments disponibles en termes de logements et locaux sont les suivants :
 - Nombre de logements imposables (résidentiel) (Partie 5 du SR)
 - Nombre total de logements (résidentiel) (Partie 2 du SR)
 - Nombre total de locaux (imposables et non imposables) (autre que résidentiel) (Partie 2 du SR)

¹ À partir du profil financier 2017, la charge fiscale sera présentée dans la partie A puisqu'elle sera calculée à partir du taux global de taxation réel inclus au rapport financier.

Voici, selon nous, les avantages et les inconvénients d'utiliser comme base de calcul les unités d'évaluation et ceux d'utiliser les logements et locaux :

Unité d'évaluation	Logements et locaux
Avantage(s) : - Il s'agit de données validées lors de la réception des sommaires de rôles au MAMOT. - Cette base de calcul est celle déterminée par la loi afin de pouvoir calculer annuellement la richesse foncière qui est utilisée dans le cadre d'ententes intermunicipales. - Il s'agit de la base de calcul utilisée fiscalement et elle représente la pierre d'assise du régime d'impôt foncier municipal québécois.	Avantage(s) : - Il s'agit de données validées lors de la réception des sommaires de rôles au MAMOT. - Cette base de calcul permet de répartir des montants en fonction des différents payeurs au lieu d'attribuer les montants au propriétaire d'une unité. - Tous les immeubles non imposables entrant dans le calcul de la richesse foncière sont également compilés dans les locaux, mais on ne peut voir quels immeubles comportent un ou des locaux.
Inconvénient(s) : - Cette base de calcul ne permet pas de répartir proportionnellement les montants de tarification à chacun des payeurs de taxes mais bien au propriétaire de l'unité.	Inconvénient(s) : - En consultant le SR, il est impossible de voir quelles sont les catégories d'immeubles qui ne comportent pas de locaux. À cette fin, il faut aller voir dans le rôle pour savoir quelles sont les unités d'évaluation qui en comportent. - En consultant le SR, il est impossible de connaître le nombre de locaux imposables seulement. À cette fin, il faut consulter le rôle d'évaluation ou le dossier de propriété.

Proposition

Afin de répondre à la demande énoncée précédemment et étant donné que chaque base de calcul a ses avantages et inconvénients, nous proposons de présenter, dans un premier temps, trois bases de calcul pour un indicateur, soit par 100 \$ de RFU, par unité d'évaluation, par logement.

De plus, selon nous, il serait préférable de ne conserver qu'un seul indicateur de charge fiscale, soit le point A ou le point B des questions qui suivent.

Consultation relative au calcul des locaux et logements

Deux bases sont présentement utilisées pour le calcul des logements (A et B ci-dessous) et une troisième (C) a été proposée dans le cadre du groupe de travail sur la présentation de l'information financière. Chacune de ces bases ayant ses particularités et ses limitations.

A) Résidences d'un logement imposable (incluant condominiums)
Cette base permet d'imputer l'ensemble du numérateur à l'ensemble des résidences d'un logement imposable. Cette répartition permet de montrer l'impact du numérateur si seulement les résidences d'un logement le subissaient.

Êtes-vous prêt à continuer d'utiliser cette base pour le calcul de la charge fiscale? ____

B) Logement imposable
Cette base impute l'ensemble du numérateur à l'ensemble des logements imposables. Cette répartition permet de montrer l'impact du numérateur si seulement l'ensemble des logements imposables le subissaient.

Êtes-vous prêt à continuer d'utiliser cette base pour le calcul de la charge fiscale? ____

Si oui, voudriez-vous ajouter les chalets et maisons de villégiature au calcul de la valeur par logement inclus dans le calcul de la charge fiscale par logement? ____
(Pour plusieurs petites municipalités, l'impact peut être important)

C) Logements et locaux
Cette base impute l'ensemble du numérateur à l'ensemble des logements et des locaux qu'ils soient imposables ou non. Cette répartition permet de démontrer l'impact du numérateur si l'ensemble des logements et locaux (imposables ou non) le subissaient.

D) Autres (en lien avec les logements et locaux)
Avez-vous une autre suggestion pour une base qui pourrait être utilisée en ce qui concerne les indicateurs par logements et locaux?

Laquelle de ces bases, voudriez-vous utiliser pour de nouveaux indicateurs au profil financier?

A	B	C	D	Aucune

Pour lequel (lesquels) de ces indicateurs, souhaiteriez-vous utiliser cette base?

Taxes	Charges nettes	Endettement total net à long terme	Aucun

Consultation portant sur l'implantation d'un indicateur financier basé sur la rémunération et sur la modification potentielle du calcul du ratio sur le service de la dette au profil financier

1.Implantation d'un indicateur financier basé sur la rémunération

Lors de la consultation sur le profil financier, à l'hiver 2016, des indicateurs basés sur la rémunération ont été proposés au groupe de travail. Ceux-ci n'ont pas été retenus pour le profil financier 2016 et il a été convenu d'entamer une analyse plus approfondie. Une réflexion a été entreprise afin d'établir un indicateur pertinent portant sur la rémunération et permettant de pallier au problème de comparabilité des résultats d'une municipalité au fil du temps ainsi que celui des municipalités entre elles.

A) Inclusion des charges sociales et frais liés aux avantages sociaux futurs

En plus de la rémunération, les charges sociales représentent des sommes importantes pour les différentes administrations municipales.

a) Est-ce que les montants en matière de charges sociales devraient être inclus à l'indicateur ?

Des traitements comptables distincts sont répertoriés pour le traitement de la charge d'intérêts au titre des avantages sociaux futurs. En effet, certaines municipalités comptabilisent cette charge dans les frais de financement alors que d'autres la comptabilisent dans les charges sociales. Ainsi, il en résulte des variations entre les municipalités et un problème de comparaison entre elles.

b) Puisque les municipalités ne présentent pas toutes de la même façon la charge d'intérêts au titre des avantages sociaux futurs, est-ce que nous devrions inclure cette charge¹ dans un indicateur éventuel basé sur la rémunération afin que les charges sociales puissent être comparables entre toutes les municipalités ? _____

Commentaires :

B) Inclusion de ressources liées à des activités en impartition

À la suite de décisions et d'orientations municipales, certaines activités peuvent être données en impartition au fil du temps ou bien ramenées en régie. Ainsi, il en résulterait des variations quant à un indicateur éventuel au profil financier et portant uniquement sur la rémunération.

a) Comment percevez-vous l'impact de ces variations dans l'analyse d'un indicateur financier portant sur la charge de la rémunération? (aucun impact, impact mineur, impact majeur)

b) Afin de pallier aux variations, est-ce que les services professionnels et techniques² devraient également être inclus dans un indicateur portant sur la rémunération? _____

Commentaires :

¹ Il s'agirait d'ajouter aux charges sociales les frais de financement liés aux avantages sociaux futurs inscrits à la ligne 71 de la page S28-3. Les municipalités qui incluent directement leur charge d'intérêts pour régimes de retraite dans leurs charges sociales, n'inscrivent rien à la ligne 71 de la page S28-3. Pour ces municipalités, cette charge d'intérêts ne serait donc pas considérée en double.
² Ces renseignements seraient des éléments additionnels à présenter dans le rapport financier.

C) Inclusion de ressources affectées aux investissements

Lors de la réalisation d'un projet d'investissement, une municipalité peut recourir à ses ressources internes aussi bien qu'à des ressources externes pour effectuer les travaux.

- a) En ce qui concerne l'utilisation des ressources internes (en régie interne) et externes (contractuelles), est-ce qu'il s'avère parfois difficile de bien répartir les montants entre le fonctionnement et l'investissement ?

- b) Comment percevez-vous l'impact de cette situation, s'il y a lieu, dans l'analyse d'un indicateur financier portant sur la charge de la rémunération? (aucun impact, impact mineur, impact majeur)

- c) Est-ce que les montants capitalisés suivants devraient être inclus à un indicateur portant sur la rémunération?

Rémunération

Charges sociales

Frais de financement liés au titre des avantages sociaux futurs

Services professionnels³

Services techniques³

Commentaires :

D) Sommaire de la consultation portant sur la rémunération

En résumé, d'après votre réflexion et en regard aux différentes sections précédentes, un indicateur portant sur le coût de la rémunération devrait donc inclure :

	Charges de fonctionnement
	Rémunération
	Charges sociales
	Frais de financement au titre des avantages sociaux futurs
	Charges de services professionnels ³
	Charges de services techniques ³
	Autres charges de services
	Spécifiez :
	Dépenses d'investissement
	Rémunération capitalisée
	Charges sociales capitalisées
	Services professionnels capitalisés ³
	Services techniques capitalisés ³
	Frais de financement capitalisés au titre des avantages sociaux futurs ³
	Autres services capitalisés
	Spécifiez :

³ Ces renseignements seraient des éléments additionnels à présenter dans le rapport financier.

2. Consultation portant sur la modification du calcul de l'indicateur sur le service de la dette

Actuellement au profil financier, l'indicateur **Service de la dette / (Charges nettes sans amortissement + remboursement de la dette à long terme + variation du fonds d'amortissement)** tient compte de la charge d'intérêts au titre des avantages sociaux futurs pour les municipalités qui l'ont comptabilisée dans les frais de financement. Tel qu'expliqué à la section A, une divergence existe quant à la présentation de cette charge d'intérêts dans le rapport financier.

- a) Puisque les municipalités ne présentent pas toutes de la même façon la charge d'intérêts au titre des avantages sociaux futurs, devrions-nous cesser de considérer cet élément au numérateur de l'indicateur sur le service de la dette? _____

Commentaires :

Restructuration et simplification du rapport financier

Situation actuelle

Actuellement, le formulaire du rapport financier dans SESAMM comprend deux documents (avec leur propre numérotation séquentielle) :

- le **rapport financier** comme tel;
- le **sommaire de l'information financière**.

Le rapport financier comprend deux sections :

- la section 1 composée des états financiers audités et de renseignements complémentaires non audités (analyses des revenus et des charges);
- la section 2 composée de l'état établissant le taux global de taxation audité et d'autres renseignements non audités.

Modification législative projetée

Il est proposé de scinder le rapport financier en documents distincts selon leur usage, de manière à distinguer :

- le rapport financier comprenant les états financiers audités devant être déposé au conseil et transmis au ministre selon un formulaire prescrit par celui-ci au plus tard à la date fixée dans la loi;
- d'autres documents prescrits destinés au ministre, ou tout autre ministre du gouvernement, devant être transmis au ministre selon les modalités, le mode de transmission et au plus tard aux dates qu'il détermine par arrêté ministériel.

Il est proposé que cette modification prenne effet à compter du rapport financier de 2017.

Objectifs visés :

- permettre au ministère de corriger des renseignements compris dans les autres documents destinés au gouvernement sans faire intervenir le conseil;
- permettre de convenir de modalités, d'un mode de transmission et d'une date de transmission spécifiques à chacun des autres documents.

Bien que les autres documents n'aient pas à être déposés au conseil, ils pourraient devoir être déposés sur le site Web de la municipalité ou de la MRC dont elle fait partie.

But de la restructuration du rapport financier

Adapter et restructurer le rapport financier, en visant le RF 2017, pour :

- appliquer la modification législative énoncée ci-haut;
- en profiter pour alléger les exigences de reddition de comptes financière et simplifier la présentation de l'information financière.

Nouvelle structure proposée

Documents distincts	
	Attestation du trésorier
1	Rapport financier comprenant les états financiers audités et d'autres renseignements financiers non audités liés aux états financiers Dépôt au conseil obligatoire Dépôt sur le site Web obligatoire
2	Autres renseignements financiers audités (accompagnés de certains renseignements financiers non audités connexes) Dépôt au conseil facultatif Dépôt sur le site Web obligatoire
3	Autres renseignements financiers ou non financiers non audités (demandés par le MAMOT ou d'autres ministères) Dépôt au conseil facultatif Dépôt sur le site Web obligatoire ou facultatif selon le cas
4	Sommaire de l'information financière Dépôt au conseil facultatif Dépôt sur le site Web facultatif
	Attestation de transmission et de consentement à la diffusion

Pour 2017 et 2018, dans SESAMM, ces 4 documents constitueraient des sections d'une même prestation électronique. Chacune pourrait avoir sa propre numérotation séquentielle et être imprimable indépendamment. Toutefois, il n'y aurait qu'une seule transmission pour le tout, SESAMM ne permettant pas de transmission en parties. Par conséquent, l'arrêté en conseil devrait initialement prévoir pour les documents 2 et 3 la même date de transmission que pour le rapport financier (document 1), soit le 15 avril (régies et OPT), le 15 mai (municipalités locales et MRC) et le 1^{er} mai pour les deux communautés métropolitaines. Le document 4, soit le Sommaire de l'information financière, n'a pas besoin d'être mentionné dans l'arrêté en conseil, car il constitue davantage un outil qui est généré automatiquement dans SESAMM et que l'organisme municipal a le choix d'imprimer et d'utiliser à sa guise.

Impact pour les auditeurs

La NCA-720 « Responsabilités de l'auditeur concernant les informations complémentaires » oblige l'auditeur à s'assurer que les informations de nature financière publiées dans un rapport annuel ou tout autre document similaire en même temps ou même après la publication des états financiers audités, soient congruentes avec les informations véhiculées dans ces états financiers.

Aussi, le fait que les informations soient segmentées en divers documents distincts ne devrait pas représenter un fardeau supplémentaire pour l'auditeur. D'autant plus qu'il pourra continuer à se fier aux diverses règles de validation de l'information entre les divers documents qui sont en fait des sections dans SESAMM.

Répartition des pages du rapport financier actuel en fonction de la structure proposée

Pages	Informations	Commentaires / Questionnements
Section « États financiers audités » du rapport financier actuel		
S10	Informations sectorielles – Variation des actifs financiers (dette nette) par organismes	Est-ce que cette page est vraiment nécessaire? Pourrait-on l'enlever?
S12	Informations sectorielles – Flux de trésorerie par organismes	Est-ce cette page est absolument nécessaire? Et avec autant de détails? Étant donné que les flux de trésorerie consolidés sont par ailleurs présentés à la page S21, pourrait-on enlever la page S12 et ajouter plutôt à la note complémentaire 23 de la page S22-9 certaines informations absolument nécessaires propres à l'administration municipale?
S13	Informations sectorielles – Charges par objets par organismes	Étant donné que la page S13 donne l'information pour les organismes consolidés et la page S17 pour les organismes non consolidés, pourrait-on remplacer ces deux pages par une seule page (après la page S21 sur les flux de trésorerie)? L'information pourrait-elle être présentée avec les mêmes colonnes en mode portrait que pour l'analyse des revenus?
S17	Renseignements complémentaires – Charges par objet	Voir le commentaire/questionnement de la page S13
	Charges par objets	Potentiellement une nouvelle page qui remplacerait les pages S13 et S17
S22x	Notes complémentaires	Pages resteraient telles quelles, hormis pour des changements potentiels aux notes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • note 8 sur les avantages sociaux futurs (voir le commentaire des pages S24) • note 23 (voir le commentaire de la page S12)
S23-2	Autres renseignements complémentaires – Excédent (déficit) accumulé - DCTP	Page resterait telle quelle hormis pour un changement potentiel pour les régimes de retraite (voir le commentaire des pages S24)
S24x	Autres renseignements complémentaires – Avantages sociaux futurs	Actuellement : <ul style="list-style-type: none"> • la section A porte sur les régimes capitalisés à prestations déterminées • la section B porte sur les régimes non capitalisés à prestations déterminées Pour être vraiment PCGR, il faudrait que : <ul style="list-style-type: none"> • la section A porte sur les régimes de retraite et les régimes supplémentaires de retraite (que ceux-ci soit capitalisés ou non) • la section B porte sur les régimes complémentaires de retraite (pour l'assurance-vie et les soins de santé, que ces régimes soient capitalisés ou non) et les autres avantages sociaux futurs
Section « Renseignements non audités » du rapport financier actuel		
S27-1	Analyse des revenus - Taxes	Étant donné que seule l'administration municipale peut taxer*, devrait-on enlever une colonne et identifier l'information comme étant relative à l'administration municipale? Toutefois, étant dans l'analyse des revenus « consolidés », peut-on ne pas définir les colonnes comme étant consolidées, alors que le budget concerne uniquement l'administration municipale. [* Il faudrait s'en assurer par extraction.]
S27-2	Analyse des revenus – Compensations tenant lieu de taxes	Idem

Pages	Informations	Commentaires / Questionnements
S27-3 S27-4	Analyse des revenus – Transferts de fonctionnement Analyse des revenus – Transferts d'investissement	A-t-on besoin d'autant de détails? Pourrait-on ne conserver que les fonctions générales et uniquement les quelques lignes détaillées absolument nécessaires? Pourrait-on ainsi regrouper les deux pages en une? Pourrait-on aussi regrouper ou déplacer dans cette page l'analyse des revenus de transferts par sources actuellement à la page S43, quoique cette page n'est pas consolidée actuellement? Est-ce que l'information de la page S43 pourrait être consolidée pour tout regrouper ensemble ici sur la même base?
S27-6	Analyse des revenus – Services rendus aux organismes municipaux	Est-il nécessaire de présenter les services rendus aux organismes municipaux distinctement des autres services rendus (S27-7)? Si l'on conserve les pages sur le coût des services municipaux (S44x), lequel présente les services rendus par l'administration municipale, a-t-on besoin de conserver une analyse des services rendus aux pages S27? A-t-on besoin de connaître les services rendus consolidés?
S27-7	Analyse des revenus – Autres services rendus et autres rubriques	Concernant les services rendus, voir les commentaires précédents. Pour les autres rubriques, ça resterait pareil.
S28x	Analyse des charges	N'y a-t-il pas dédoublement avec le coût des services municipaux (S44x)? Alternative 1 ► Garder l'analyse des charges et enlever le coût des services municipaux, d'autant plus que celui-ci ne sert plus au calcul des IG et aussi parce que le coût des services municipaux peut être calculé par n'importe qui à partir des informations disponibles au RF. Toutefois, n'y aurait-il pas lieu de regarder la possibilité de diminuer le niveau de détail présenté dans l'analyse des charges? Alternative 2 ► Conserver le coût des services municipaux, et faire en sorte qu'il remplace l'analyse des charges aux pages S28x. Si tel était le cas, pourrait-on, dans la présentation du coût des services municipaux, enlever la troisième colonne de sous-total « Charges » et ajouter une colonne à l'extrême droite pour le coût des services municipaux consolidés? Le détail des calculs faits par la municipalité pour établir le coût consolidé ne serait pas présenté. N'y aurait-il pas lieu aussi de regarder la possibilité de diminuer le niveau de détail présenté dans le coût des services municipaux? Cette alternative pourrait permettre de cesser de présenter les services rendus dans l'analyse des revenus; voir sur ce point le commentaire des pages S27-6 et S27-7.
Section II « Autres renseignements financiers » du rapport financier actuel		
S32 à S34	Taux global de taxation réel	La DGFM regardera la possibilité de simplifier et regrouper l'information en deux pages, en concertation avec les autres directions concernées.
S36	Acquisition d'immobilisations par catégories	Cette information est-elle nécessaire, alors que la note 15 à la page S22-7 présente déjà cette information sur une base consolidée? A-t-on besoin de cette information pour l'administration municipale alors que les budgets des municipalités ne présentent pas ce détail?
S36	Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	Cette information est-elle encore pertinente? Si oui, pourrait-on déplacer dans cette page les acquisitions d'immobilisations par objets, actuellement à la page S45; quoique cette information n'est pas consolidée? Y aurait-il lieu qu'elle soit dorénavant consolidée?

Pages	Informations	Commentaires / Questionnements
S37	Analyse de la dette à long terme	Pour la section du haut sur la dette à long terme, pourrait-on se passer à la page S37 du détail, lequel est déjà disponible à la note 13 de la page S22-6? Seule la variation du total de la dette à long terme serait conservée.
S39	Analyse de la charge de quotes-parts	Est-ce que cette page est vraiment nécessaire? Pourrait-on l'enlever?
S41	Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement <i>[RF des autres organismes]</i>	Est-ce que cette page est vraiment nécessaire? Pourrait-on l'enlever?
S42	Excédent (déficit) accumulé par activités <i>[RF des autres organismes, plus particulièrement les MRC]</i>	Page non remplie par les municipalités exerçant des compétences de MRC. Est-ce qu'il y a une obligation légale à fournir cette information? Si non, est-il nécessaire de présenter cette page au rapport financier? Pourrait-on l'enlever? Le MAMOT pourrait la conserver sur son site Web à titre d'outil disponible pour les besoins internes des MRC.
S43	Analyse des revenus de transfert par sources	Cette information devrait-elle être déplacée et regroupée avec l'analyse des revenus? Voir les commentaires des pages S27-3 et S27-4.
S44x	Coût des services municipaux	Est-il nécessaire de conserver le coût des services municipaux, d'autant plus que celui-ci ne sert plus au calcul des IG et aussi parce que le coût des services municipaux peut être calculé par n'importe qui à partir des informations disponibles au RF? Toutefois, voir l'alternative 2 dans les commentaires des pages S28x. On s'y demande s'il n'y aurait-il pas lieu de le conserver et de faire en sorte qu'il remplace l'analyse des charges. N'y aurait-il alors pas lieu de diminuer le niveau de détail présenté dans le coût des services municipaux? Et a-t-on besoin de conserver la colonne « Frais de financement »?
S45	Acquisition d'immobilisations par objets	Cette information pourrait-elle être déplacée à la page S36? Voir les commentaires de la page S36.
S46x	Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	Est-ce que ces deux pages sont vraiment nécessaires? Pourrait-on les enlever?
S47	Fonds de roulement	Est-ce que cette information est vraiment nécessaire pour le MAMOT? Il appert que seul le solde autorisé à la fin de l'exercice est nécessaire pour le service du financement. Y aurait-il lieu d'en faire simplement une question au questionnaire et d'enlever la page S47?
S48	Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité	Il y a 9 municipalités qui gèrent un réseau de distribution électrique, comprenant aussi dans certains cas leur propre centrale de production électrique comme Sherbrooke. Cette page est-elle vraiment nécessaire au MAMOT, d'autant plus que l'ETNLT lié au réseau électrique est maintenant présenté à la page S25? Pourrait-on l'enlever? Le MAMOT pourrait la conserver sur son site Web à titre d'outil disponible pour les besoins internes des municipalités en question. À noter que cette page apparaît dans le RF de toutes les municipalités locales, même si elle n'est pas remplie pour la quasi-totalité d'entre elles. De plus, il faut considérer que de nombreuses municipalités et MRC possèdent ou participent à des projets éoliens ou de mini-centrales; or, ces organismes ne remplissent pas la page S48.

Pages	Informations	Commentaires / Questionnements
S49 S50	Taux des taxes	Est-ce que cette information est vraiment nécessaire pour le MAMOT? La même information est demandée dans les données prévisionnelles aux pages S57, S58 et S59. Puisque ces informations ne changent pas entre le budget et le réel (à moins de budget supplémentaire, ce qui est très rare), l'information prévisionnelle pourrait suffire, d'autant plus qu'elle est demandée un an d'avance par rapport au réel.
S51x	Questionnaire :	
	5. MAPAQ	Est-ce encore utile?
	6. Centrale thermique	Est-ce encore utile?
	7. Population saisonnière	Est-ce encore utile?
Section III « Données prévisionnelles » du rapport financier actuel		
S54 à S65	Diverses pages sur les taxes et le TGT prévisionnel	Resteraient telles quelles.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 8

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2016-2017 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées. Les mandats confiés en 2016-2017 à des avocats ou à des notaires de pratique privée sont autorisés par le ministère de la Justice. Nous vous référons à ce ministère pour connaître les informations accessibles.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Projets	Coûts
McBryde, Anne	
- Correspondance	36,96 \$
Stephen Timmins (Traductions Top)	
- Mots du ministre	38,76 \$
- Correspondance	560,33 \$
- Autres documents	371,33 \$
Traducteurs unis (les)	
- Correspondance	108,80 \$
Ubiqu Canada inc.	
- Mots du ministre	221,96 \$
- Correspondance	516,60 \$
- Autres documents	760,93 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 10

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 17 des oppositions.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 11

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun concours ou tirage n'a été effectué au cours de l'année 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 : le nom de toutes les campagnes; les coûts de ces campagnes; le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; les dates de diffusion de la campagne; les objectifs visés par chaque campagne.

Nom du fournisseur	Description de la dépense	Coût en 2016-2017
Société de sauvetage et sa version anglaise Lifesaving Society	Contribution financière pour la campagne d'information et de sensibilisation sur la sécurité des piscines résidentielles	65 000,00 \$
Total		65 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

PROGRAMMES	Budget 2016-2017 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM) – Remboursement de service de dette	142 256,0	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 37.
Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) Volet Collectivités et Grandes villes – Remboursement de service de dette	36 127,8	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 36.
Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) Volet Grands projets – Remboursement de service de dette	19 866,7	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 36.
Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) Volet Recherche et Planification (PRADIM)	2 673,4	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 36.
Programme de renouvellement des conduites (PRECO) – Remboursement de service de dette	36 688,6	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 35.
Fonds de stimulation de l'infrastructure (FSI) – Remboursement de service de dette	9 036,3	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme d'infrastructures de loisirs (PIL) – Remboursement de service de dette	3 874,2	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013 – Remboursement de service de dette	27 298,3	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 41 et n° 74.
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018 – Remboursement de service de dette	16 608,8	Direction générale des infrastructures	Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 41 et n° 74.
Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 - Remboursement de service de dette	12 157,5	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 39.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

PROGRAMMES	Budget 2016-2017 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques - Remboursement de service de dette	2 697,5	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme Isurruutiit - Remboursement de service de dette	15 072,7	Direction générale des infrastructures	Somme versée à l'Administration régionale Kativik (ARK) pour le bénéfice des 14 villages nordiques. La gestion du programme a été confiée à l'ARK via une entente gouvernementale. Celle-ci s'occupe de la réalisation des projets dans les domaines d'approvisionnement en eau et de la distribution d'eau potable, de la collecte et de l'épuration des eaux usées, de la collecte et de la disposition des déchets solides ainsi que de la voirie municipale et du loisir.
Programme de renouveau urbain et villageois - Remboursement de service de dette	1 969,9	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 31.
Programme Les eaux vives du Québec - Remboursement de service de dette	1 824,7	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ) - Remboursement de service de dette	54 362,1	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme d'assainissement des eaux municipales (PADEM) - Remboursement de service de dette	33 829,4	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR) - Portion MAMOT- Remboursement de service de dette	1 063,6	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 38.
Programme de compensation tenant lieu de taxes municipales	491 448,0	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 47.
Compensations pour les équipements antipollution	163,2	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 4.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

PROGRAMMES	Budget 2016-2017 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)	206,7	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 13.
Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel	372,2	Directions régionales	Programme terminé. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 4 et n° 77.
Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal	10,4	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 4.
Programme de subvention des intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées (PSI)	573,7	Directions régionales	Programme terminé. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 4 et n° 75.
Programme de péréquation	60 000,0	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 16.
Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques	20 824,7	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 16.
Subvention tenant lieu d'un accès aux redevances sur les ressources naturelles	25 000,0	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 16.
Fonds de développement des territoires	102 339,0	Directions régionales	Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 16 et n° 17.
Fonds conjoncturel de développement	3 217,0	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 76 et la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 30.
Programme Communautés rurales branchées - Remboursement de service de dette	4 028,5	Directions régionales	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme Villages branchés du Québec - Remboursement de service de dette	5 803,3	Direction de l'opération des programmes	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

PROGRAMMES	Budget 2016-2017 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	17 000,0	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle « section Métropole » n° 5 et la réponse à la demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition n° 26.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 14

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Depuis le 1^{er} avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale. À noter également que depuis le 21 mars 2016, les employés de la Direction des communications du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et du ministère de la Sécurité publique (MSP) ont été regroupés sous la même direction. 14 membres du personnel sont affectés au secteur des affaires publiques pour le MAMOT-MSP.

Il n'y a pas de montant spécifique attribué à ce secteur. Les dépenses effectuées sont notamment pour l'organisation de conférences de presse et d'événements ou celles liées à la revue de presse, à la veille et à la rétro-information et à la diffusion de communiqués.

Les rencontres, pour la plupart, ont trait aux comités de travail du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi qu'à l'organisation d'événements.

Conférences de presse et événements : 19 494,99 \$

Revue de presse, veille et rétro-information : 49 158,46 \$

Diffusion de communiqués de presse (CNW) : 5777,35 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 15

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Ces données n'ayant pas fait l'objet d'une compilation pour l'année 2016-2017, le Ministère ne dispose pas de données sur le nombre d'ETC et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 16

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2011-2012 à 2016-2017, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2017-2018.

Par la nature de ses activités, le Ministère n'a pas de créances pour lesquelles il doit prendre des moyens pour les recouvrer.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 17

Montant des taxes payées par le MAMOT au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées.

Aucune taxe n'est payée par le gouvernement.

Toutefois, le gouvernement a versé un montant de 68 748 677 \$ aux municipalités pour les compensations tenant lieu de taxes concernant les universités québécoises.

- Les compensations sont versées en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale* et du *Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes*.
- Le taux de compensation prévu dans la Loi pour ce type d'immeubles est de 80 %.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 18

Évolution du budget du service de vérification du MAMOT depuis l'année financière 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018.

Budget 2016-2017 : 1 560 000 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 19

Évolution du budget du Bureau du commissaire aux plaintes du MAMOT depuis l'année financière 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018.

Budget 2016-2017 : 594 050 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 20

Liste de toutes les embauches effectuées pour le service de vérification du MAMOT depuis l'année financière 2010-2011, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2017-2018.

À partir de l'exercice financier 2010-2011, plusieurs professionnels ont été embauchés ou affectés pour les vérifications en matière d'attribution des contrats municipaux. Les effectifs professionnels des services de la vérification Montréal et Québec, en poste au 28 février 2017, sont de 18 employés.

Leur classe d'emploi est 105, soit agent de recherche et de planification socio-économique. Les salaires de cette classe d'emploi se situent entre 40 241 \$ et 76 293 \$ au 31 mars 2015*. La masse salariale est indiquée dans la réponse à la question numéro 22.

Pour 2017-2018, on prévoit poursuivre les efforts en matière de vérification d'attribution des contrats municipaux.

* Les dernières échelles de traitement pour les professionnels sont en date du 31 mars 2015.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 21

Liste de toutes les embauches effectuées pour le Bureau du commissaire aux plaintes du MAMOT depuis l'année financière 2010-2011, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2017-2018.

Le Bureau du commissaire aux plaintes a été créé en novembre 2010. Au 28 février 2017, il est composé de 8 employés, soit une secrétaire, un technicien, cinq professionnels et un cadre.

Les salaires de ces corps d'emploi sont les suivants :

Corps d'emploi	Salaire
Agent de secrétariat	Au 1er avril 2016 : entre 33 823 \$ et 42 882 \$
Technicien en administration	Au 1er avril 2016 : entre 34 006 \$ et 55 757 \$
Agent de recherche et planification socio-économique	Au 31 mars 2015 : entre 40 241 \$ et 76 293 \$
Cadre niveau 3	Au 31 mars 2015 : entre 94 664 \$ et 115 244 \$

La masse salariale est indiquée à la question numéro 23.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 22

Évolution de la masse salariale du service de vérification du MAMOT depuis 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018.

Masse salariale pour l'année 2016-2017 : 1 503 932 \$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 23

Évolution de la masse salariale du service Bureau du commissaire aux plaintes du MAMOT depuis 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018.

Masse salariale pour l'année 2016-2017 : 571 893 \$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 24

Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal depuis l'année financière 2002-2003 et prévisions pour 2017-2018.

Veuillez vous référer à la question n° 60 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 25

Évolution du soutien au déficit actuariel des régimes de retraite des employés de la Ville de Québec depuis l'année financière 2004-2005 et prévisions pour 2017-2018.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 60 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Question n° 26

Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 et des projets annoncés pour 2017-2018. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) 2016-2017

Veillez vous référer à l'annexe 1 pour la liste des projets financés et des sommes versées au cours de l'exercice financier 2016-2017.

Sommes versées en 2016-2017
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT VERSÉ
DestiNATIONS	Réaliser le prédémarrage de l'organisme DestiNATIONS : Carrefour international des arts et cultures des peuples autochtones	52 500 \$
Fierté Montréal	Réaliser l'édition 2016 de la Semaine de la Fierté Montréal	210 000 \$
Festival TransAmériques	Réaliser l'édition 2016 du Festival TransAmériques	112 000 \$
Festi Blues	Réaliser l'édition 2016 du FestiBlues international de Montréal	35 000 \$
Les FrancoFolies de Montréal	Réaliser l'édition 2016 des FrancoFolies de Montréal ainsi que le développement de nouveaux produits	315 000 \$
Montréal 2016 Médecine personnalisée	Réaliser le premier Congrès international sur les soins de santé personnalisés (CISSP 2016)	20 000 \$
Vélo Québec Événements	Réaliser l'édition 2016 du Festival Go vélo Montréal	140 000 \$
F.I.P. Le Festival international de Percussions	Réaliser l'édition 2016 du Festival international de Percussions	28 000 \$
Regroupement des Magasins-Partage	Réaliser Cultiver l'Espoir	69 969 \$
Pépinière et Collaborateurs	Réaliser le Village Au Pied-du-Courant	24 500 \$
Pépinière et Collaborateurs	Réaliser le Village Post-Olympiques	14 000 \$
Fondation du startup de Montréal	Réaliser l'édition 2016 du Festival international du Startup de Montréal	52 500 \$
Le Grand Costumier	Réaliser le démarrage d'une entreprise d'économie sociale pour préserver et mettre en valeur la collection du Costumier de Radio-Canada	30 000 \$
MURAL	Festival international d'art public MURAL	35 000 \$
Festival Mode & Design	Réaliser l'édition 2016 du Festival Mode & Design	245 000 \$
La maison de la Syrie	Réaliser l'édition 2016 du Festival des cultures syriennes de Montréal	4 000 \$
MUTEK	Réaliser l'édition 2016 du Festival MUTEK	56 000 \$
Aéro Montréal	Soutenir Aéro Montréal dans la réalisation des activités prévues à son Plan stratégique 2016-2018 pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016	80 000 \$
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ)	Réaliser la création d'un pôle d'excellence en réalité virtuelle et la réalité augmentée	65 000 \$
Cité des arts du cirque - TOHU	Réaliser l'édition 2016 du Festival Montréal Complètement cirque	400 000 \$
Le Livart	Réaliser le démarrage du centre d'art Le Livart	70 000 \$
Mont-Vélo Montérégien	Réaliser le projet pilote et la plan d'affaires du promet Mont-Vélo	14 000 \$
Productions Nuits d'Afrique	Réaliser l'édition 2016 du Festival international Nuits d'Afrique	87 500 \$
Collectif vers un FSM au Québec	Réaliser le Forum social mondial Montréal 2016	80 000 \$
Petites-Mains	Réaliser Femmes et développement régional	35 000 \$
TechnoMontréal	Réaliser les activités prévues dans la planification stratégique 2016-2018 de TechnoMontréal pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016	80 000 \$
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser l'édition 2016 du Festival Présence autochtone	31 500 \$
Montréal Électronique Groove	Réaliser l'édition 2016 du Festival MEG Montréal et des nouvelles activités de promotion hors Québec	15 000 \$
Alchimies, créations et cultures	Réaliser l'édition 2016 d'Orientalys	28 000 \$
Festival Zoofest	Réaliser l'édition 2016 du Festival Zoofest	105 000 \$
LA SERRE arts vivants	Réaliser la phase 1 de LA SERRE - arts vivants	80 000 \$
Mondial des Jeux	Réaliser l'édition 2016 du Mondial des Jeux Loto-Québec	10 000 \$
Montréal en Histoires	Lancer, exploiter et diffuser à Montréal l'œuvre Cité mémoire en 2016-2017	245 000 \$
Festival international de films Fantasia	Réaliser l'édition 2016 du Festival Fantasia	52 500 \$
Art Massif	Réaliser l'édition 2016 du Festival Chromatic	27 000 \$
Piknic Électronik	Réaliser l'édition 2016 du Piknic Électronik	21 000 \$
Aréna des Canadiens / ÎleSoniq	Réaliser l'édition 2016 du Festival ÎleSoniq	42 000 \$
Gestion evenko inc. / Heavy Montréal	Réaliser l'édition 2016 du Festival Heavy Montréal	38 500 \$

Sommes versées en 2016-2017
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT VERSÉ
Gestion evenko inc. / OSHEAGA	Réaliser l'édition 2016 du Festival Musique et Arts OSHEAGA	73 500 \$
M pour Montréal	Soutenir le démarrage de HUB Montréal	13 300 \$
Tous les jours	Réaliser le projet visant à planter, d'ici 2017, 375 000 arbres sur le territoire de la région métropolitaine	22 500 \$
Montréal International	Réaliser en 2016 les activités de talents stratégiques pour le Grand Montréal	90 000 \$
Championnats du monde de gymnastique artistique 2017	Réaliser les 47 ^e Championnats du monde de gymnastique artistique en 2017 à Montréal	350 000 \$
Conseil des créateurs de mode du Québec	Réaliser le pré-démarrage du projet l'Astelier	30 000 \$
Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD)	Réaliser la préparation du Sommet mondial du design en 2016-2017	52 500 \$
Conférence internationale des arts de la scène	Réaliser l'édition 2016 de la Biennale CINARS et la participation à des marchés internationaux	45 500 \$
Festival du nouveau cinéma	Réaliser l'édition 2016 du Festival du nouveau cinéma de Montréal	70 000 \$
Festival international de la littérature (FIL)	Réaliser l'édition 2016 du Festival international de littérature	14 000 \$
Festival international de musique POP Montréal	Réaliser l'édition 2016 du Festival international de musique POP Montréal	35 000 \$
Montréal, Capitale de l'aviation civile	Réaliser la Semaine de l'aviation civile à Montréal	56 000 \$
Société du quartier de l'innovation de Montréal	Soutenir les activités de la Société du Quartier de l'innovation de Montréal en 2016-2017	140 000 \$
C2 MTL	Réaliser la Conférence C2 MTL 2016	100 000 \$
Diversité artistique de Montréal (DAM)	Réaliser la cellule pour l'Inclusion de la diversité artistique à Montréal (IDAM)	15 000 \$
La Biennale de Montréal	Réaliser l'édition 2016 de la Biennale de Montréal	92 000 \$
Montréal 2016 Médecine personnalisée	Réaliser le premier Congrès international sur les soins de santé personnalisés (CISSP 2016)	5 000 \$
Regroupement Pied Carré	Soutenir la phase d'infrastructure du projet d'ateliers d'artistes dans l'immeuble situé au 5445-5455, avenue De Gaspé, à Montréal (2 versements : 400 000 \$ et 100 000 \$)	500 000 \$
Distribution alimentaire de Montréal Nord, coopérative de solidarité	Réaliser la phase de consolidation des activités de Panier Futé Coop sur un an	63 000 \$
Festival de la Santé	Réaliser l'édition 2016 du Marathon Oasis de Montréal	63 000 \$
Mode Avant-Première	Réaliser la 6 ^e édition du Fashion Preview	17 500 \$
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	Réaliser l'édition 2016 des Rencontres internationales du documentaire de Montréal	28 000 \$
Vues d'Afrique	Réaliser l'édition 2016 du Festival international de cinéma Vues d'Afrique	8 000 \$
Festival Montréal Mondial	Réaliser l'édition 2016 de Mondial Montréal	14 000 \$
L'Auguste Théâtre	Réaliser Noël dans le parc à la place Émilie-Gamelin en 2016	70 000 \$
M pour Montréal	Réaliser l'édition 2016 de M pour Montréal	21 000 \$
Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière	Réaliser la planification et la conception du nouveau spectacle multimédia au musée Pointe-à-Callière	245 000 \$
Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD)	Réaliser la préparation du Sommet mondial du design en 2016-2017	52 500 \$
Les Productions Feux Sacrés	Réaliser et mettre en œuvre le plan de promotion de l'Espace culturel Ashukan	15 000 \$
Art Souterrain	Réaliser la phase 1 du projet pilote Vitrine sur l'art	17 500 \$
Fondation Metropolis bleu	Réaliser l'édition 2016 du Festival Metropolis bleu, incluant le volet Livres et mieux-être	7 500 \$
Société du quartier de l'innovation de Montréal	Soutenir les activités de la Société du Quartier de l'innovation de Montréal	60 000 \$
Fierté Montréal	Réaliser l'édition 2016 de la Semaine de la Fierté Montréal	90 000 \$
Alchimies, créations et cultures	Appuyer le redéploiement des spectacles culturels gratuits, lors de l'édition 2016 / projets spéciaux	28 000 \$
Cité des arts du cirque - TOHU	Réaliser l'édition 2016 du Festival Montréal Complètement cirque	100 000 \$
Triathlon international de Montréal	Réaliser la Coupe du monde de triathlon de l'ITU de Montréal en 2016	30 000 \$

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT VERSÉ
CargoM (Grappe métropolitaine de logistique et transport de Montréal)	Soutenir les activités de fonctionnement de la grappe CargoM pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016	20 000 \$
Mont-Vélo Montérégien	Réaliser le projet pilote et la plan d'affaires du promet Mont-Vélo	6 000 \$
Productions Nuits d'Afrique	Réaliser l'édition 2016 du Festival international Nuits d'Afrique	37 500 \$
Vélo Québec Événements	Réaliser l'édition 2016 du Festival Go vélo Montréal	60 000 \$
Vues d'Afrique	Réaliser l'édition 2016 du Festival international de cinéma Vues d'Afrique	4 000 \$
Comité de la fête nationale de la St-Jean inc.	Réaliser l'édition 2016 de la Fête nationale du Québec à Montréal	30 000 \$
Festival Mode & Design	Réaliser l'édition 2016 du Festival Mode & Design	105 000 \$
Fondation du startup de Montréal	Réaliser l'édition 2016 du Festival international du Startup de Montréal	22 500 \$
Montréal Électronique Groove	Réaliser l'édition 2016 du Festival MEG Montréal et des nouvelles activités de promotion hors Québec/ projets spéciaux	5 000 \$
Montréal en fêtes	Célébration du Nouvel an 2017 à Montréal / 1 ^{er} décembre 2016 au 1 ^{er} janvier 2017	70 000 \$
MUTEK	Réaliser l'édition 2016 du Festival MUTEK	24 000 \$
MUTEK	MUTEK_IMG 2016/ 16 au 18 novembre 2016	14 000 \$
Orchestre symphonique de Montréal	Réaliser l'édition 2016 de la Virée classique	52 500 \$
Festival TransAmériques	Réaliser l'édition 2016 du Festival TransAmériques	48 000 \$
Festival Classica	Réaliser l'édition 2016 du Festival Classica	22 500 \$
Festival international de la littérature (FIL)	Réaliser l'édition 2016 du Festival international de littérature	6 000 \$
Maison d'Haïti	Réaliser le volet culturel du projet "Espace Vie et Culture" de la Maison d'Haïti	175 000 \$
Pépinière et Collaborateurs	Réaliser le Village Au Pied-du-Courant	10 500 \$
Pépinière et Collaborateurs	Réaliser le Village Post-Olympiques	6 000 \$
Coup de cœur francophone	Réaliser un spectacle inédit de grande envergure lors de l'édition 2016 de Coup de cœur francophone/ projets spéciaux.	15 000 \$
Association pour la création et la recherche électroacoustique du Québec	Réaliser le projet Automata	10 500 \$
Écotech Québec	Soutenir les activités de fonctionnement de la grappe Écotech Québec prévues dans le Plan triennal 2016-2018 pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016	20 000 \$
Évènements GPCQM	Réaliser les éditions 2014-2015-2016 du Grand Prix cyclistes De Montréal, épreuve du circuit World Tour	60 000 \$
Les FrancoFolies de Montréal	Réaliser l'édition 2016 des FrancoFolies de Montréal ainsi que le développement de nouveaux produits	135 000 \$
Tous les jours / Jour de la Terre	375 000 arbres	45 500 \$
Festival international du film sur l'art	Redéploiement du Festival international du film sur l'art en 2017	42 000 \$
Médiathèque du design	Semaine du design et portail	70 000 \$
Mode Avant-Première	Réaliser la 6 ^e édition du Fashion Preview	7 500 \$
Pépinière et Collaborateurs	Réaliser la Petite Floride	14 000 \$
Communauté métropolitaine de Montréal	PDZA / 3 ^e versement	25000
Fondation Metropolis bleu	Réaliser l'édition 2017 du Festival Metropolis bleu, volets internationaux, sociaux et économiques	21 000 \$
Festival international de films Fantasia	Réaliser l'édition 2016 du Festival Fantasia	22 500 \$
SERVICE DE LA DETTE		
	Quartier international	1 666 417 \$
	Œuvres du Père Sablon	533 439 \$
	Maison Saint-Gabriel	150 156 \$
	Vitrine Culturelle	144 538 \$

En date du 28 février 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 27

Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds local d'investissement pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 pour tous les CLD ou organismes délégataires désignés en vertu de la Loi. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Cette question relève du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI).

En effet, l'article 285 de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, sanctionnée le 21 avril 2015, prévoit que le ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation acquiert les droits et assume les obligations liées au contrat de prêt, conclu pour l'établissement d'un fonds local d'investissement.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 28

Le détail et la valeur des droits, obligations, actifs et passifs des CLD liés au contrat de prêt conclu avec le gouvernement pour le FLI, et au contrat de crédit variable à l'investissement conclu avec Fonds locaux de solidarité FTQ pour le FLS, qui sont devenus ceux des MRC à compter du 20 avril 2015. Les montants que les CLD auraient eu à rembourser au gouvernement et les montants qu'ils ont remboursé.

Cette demande relève du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

En effet, l'article 285 de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, sanctionnée le 21 avril 2015, prévoit que le ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation acquiert les droits et assume les obligations liées au contrat de prêt, conclu pour l'établissement d'un fonds local d'investissement.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 29

Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement régional (portion du Fonds de développement des territoires) pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 et des projets annoncés pour 2017-2018. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

À la suite de la sanction de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 venant dissoudre les CRÉ, aucun nouvel engagement n'a été pris par les CRÉ pour 2016-2017. Ainsi, aucun projet n'a été financé dans cette année financière.

Demande n° 29 Annexe	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement régional (portion du Fonds de développement des territoires) 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 et des projets annoncés pour 2017-2018. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------------------	--

Liste des projets engagés avant l'abolition des CRÉ							
Références		Projets		Financement			
Code de région administrative	Nom de l'organisme	Nom du bénéficiaire	Titre du projet et description sommaire	Coût total du projet	Montant total alloué par le FDR	Autres sources de financement	Versement prévu 2016-2017
10	Administration régionale Baie-James	Administration régionale Baie-James	Entente spécifique sur l'adaptation régionale des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie	853 814 \$	200 000 \$	653 814 \$	50 000 \$
10	Administration régionale Kativik	Institut Culturel Avataq	Entente spécifique pour l'amélioration des conditions de pratique des artistes et des écrivains de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik	375 000 \$	120 000 \$	255 000 \$	40 000 \$
10	Administration régionale Kativik	Administration régionale Kativik	Entente spécifique sur l'adaptation régionale des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik	1 053 814 \$	400 000 \$	653 814 \$	100 000 \$
10	Gouvernement de la Nation Crie	Gouvernement de la nation Crie	Entente spécifique sur l'adaptation régionale des conditions de vie des personnes âgées dans les communautés cries de la région du Nord-du-Québec	1 307 628 \$	653 814 \$	653 814 \$	165 534 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 30	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 et des projets annoncés pour 2017-2018. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
---------------	---

Veillez vous référer aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 76.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 31

Fournir le nom de la municipalité ou l'organisme bénéficiaire du Programme de renouveau urbain, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet.

Ce programme est terminé depuis le 31 décembre 2003. Aucun nouveau projet n'a donc été autorisé en 2016-2017 et aucun ne le sera en 2017-2018.

La liste des versements de l'année 2016-2017 (du 1^{er} avril 2016 au 24 février 2017) est jointe en Annexe.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition
Renouveau urbain et villageois

SOMME VERSÉE PART PROVINCIALE 2016-2017 - DU 1^{er} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017

Demandeur	Date du versement	Montant versé
Beauharnois	2016-06-26	38 979,00 \$
Chambly	2016-11-28	40 041,00 \$
Farnham	2016-12-12	19 317,00 \$
Gatineau	2016-04-04	11 643,00 \$
Gatineau	2016-04-04	2 067,00 \$
Gatineau	2016-04-04	7 336,00 \$
Gatineau	2016-04-04	9 408,00 \$
Gatineau	2016-04-04	6 272,00 \$
Gatineau	2016-04-04	7 499,00 \$
Gatineau	2016-04-04	6 272,00 \$
Gatineau	2016-09-18	15 887,00 \$
Gatineau	2016-09-18	28 110,00 \$
Gatineau	2016-12-14	9 477,00 \$
Gatineau	2016-12-14	22 824,00 \$
Gatineau	2016-12-14	386,00 \$
Gatineau	2016-12-14	1 548,00 \$
Gatineau	2016-12-14	6 194,00 \$
Gatineau	2016-12-14	18 503,00 \$
Granby	2016-12-21	53 755,00 \$
La Prairie	2016-10-06	20 218,00 \$
L'Assomption	2016-05-23	62 499,00 \$
Laval	2016-06-11	1 225,00 \$
Laval	2016-06-11	2 827,00 \$
Laval	2016-07-12	4 751,00 \$
Laval	2016-07-12	6 900,00 \$
Laval	2016-07-12	1 374,00 \$
Laval	2016-07-12	17 195,00 \$
Laval	2016-07-12	7 647,00 \$
Laval	2016-10-11	621,00 \$
Lévis	2016-12-28	1 260,00 \$
Longueuil	2016-09-13	29 271,00 \$
Longueuil	2016-10-22	122 028,00 \$
Longueuil	2016-11-12	4 288,00 \$
Longueuil	2016-11-12	10 980,00 \$
Longueuil	2016-11-12	344,00 \$
Longueuil	2016-11-12	2 429,00 \$
Longueuil	2016-11-12	23 276,00 \$
Messines	2016-09-12	13 545,00 \$
Montréal	2016-05-04	957,00 \$
Montréal	2016-05-04	39,00 \$
Montréal	2016-05-04	5 061,00 \$
Montréal	2016-05-04	8 601,00 \$
Montréal	2016-05-04	39 463,00 \$
Montréal	2016-05-04	2 419,00 \$
Montréal	2016-05-04	2 399,00 \$
Montréal	2016-05-04	19 747,00 \$
Montréal	2016-05-04	12,00 \$
Montréal	2016-05-04	29 561,00 \$
Montréal	2016-05-04	153 971,00 \$
Montréal	2016-05-04	1 617,00 \$
Montréal	2016-05-04	25 170,00 \$
Montréal	2016-05-04	3 735,00 \$
Montréal	2016-05-04	2 412,00 \$
Montréal	2016-05-04	11 909,00 \$
Montréal	2016-05-04	9 358,00 \$
Montréal	2016-05-04	64 301,00 \$
Montréal	2016-05-04	9 437,00 \$
Montréal	2016-05-04	7 577,00 \$
Montréal	2016-05-04	618,00 \$
Montréal	2016-05-04	46 465,00 \$
Montréal	2016-05-04	2 205,00 \$
Montréal	2016-05-04	6 451,00 \$
Montréal	2016-05-04	414,00 \$
Montréal	2016-05-04	47,00 \$
Montréal	2016-05-04	16 480,00 \$
Montréal	2016-05-04	10,00 \$
Montréal	2017-01-12	13 043,06 \$
Montréal	2017-01-12	11 130,54 \$

Demandeur	Date du versement	Montant versé
Montréal	2017-01-12	13 075,80 \$
Montréal	2017-02-11	19 498,01 \$
Ormstown	2016-12-23	16 448,00 \$
Québec	2016-04-06	4 289,00 \$
Québec	2016-04-17	3 161,00 \$
Québec	2016-05-22	5 487,00 \$
Québec	2016-05-22	98 833,00 \$
Québec	2016-05-22	88 224,00 \$
Québec	2016-05-22	12 470,00 \$
Québec	2016-06-27	7 057,00 \$
Québec	2016-09-25	2 587,00 \$
Québec	2016-10-13	4 577,00 \$
Québec	2016-10-13	5 613,00 \$
Québec	2016-12-18	15 943,00 \$
Québec	2016-12-19	3 701,00 \$
Québec	2016-12-19	6 933,00 \$
Québec	2017-02-15	1 910,00 \$
Repentigny	2016-07-03	25 765,00 \$
Rimouski	2016-06-08	58 065,00 \$
Rimouski	2017-01-19	2 045,00 \$
Rouyn-Noranda	2016-09-01	14 428,00 \$
Rouyn-Noranda	2016-09-01	2 985,00 \$
Rouyn-Noranda	2016-12-23	3 873,00 \$
Rouyn-Noranda	2016-12-23	6 708,00 \$
Rouyn-Noranda	2016-12-23	2 500,00 \$
Rouyn-Noranda	2016-12-23	280,00 \$
Rouyn-Noranda	2016-12-23	12 685,00 \$
Saint-Antoine	2017-02-14	24 831,00 \$
Saint-Georges	2017-01-30	2 235,00 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	2016-04-15	14 780,00 \$
Salaberry-de-Valleyfield	2017-01-09	74 276,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	4 504,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	2 858,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	1 499,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	461,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	2 278,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	156 300,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	4 020,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	3 164,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	2 062,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	20 629,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	10 631,00 \$
Trois-Rivières	2016-05-10	25,00 \$
Vallée-Jonction	2016-08-19	12 644,00 \$
Warwick	2016-10-09	18 405,00 \$
Total		1 927 548,41 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 32

Fournir une liste des rencontres effectuées en 2015-2016 et 2016-2017 dans le cadre de la Table Québec-Municipalités, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement.

Veillez vous référer à la question particulière n° 43 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 33

Fournir une liste des rencontres effectuées en 2015-2016 et 2016-2017 dans le cadre de la Table Québec-Régions, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement.

Veillez vous référer à la question particulière n° 44 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 34

Fournir une liste des rencontres effectuées en 2015-2016 et 2016-2017 par le Comité des partenaires de la ruralité, des copies des ordres du jour, le lieu de chaque rencontre, les frais d'accueil encourus, les frais de déplacement, les frais de restauration ou de traiteur, les frais d'hébergement.

Aucune rencontre n'a eu lieu en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 35

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMOT pour 2015-2016 et 2016-2017. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités. Prévisions pour 2017-2018.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 12 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 36

Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement, le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 22 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 37

Sommes ventilées versées en 2015-2016 et 2016-2017 à la Commission municipale du Québec et liste des membres de la Commission.

Dépenses de la Commission municipale du Québec au 28 février 2017 :

Rémunération :	1 926 812 \$
Fonctionnement :	547 147 \$
Amortissement :	7 526 \$
Total :	2 481 485 \$

Liste des membres au 28 février 2017 :

- M^{me} Brigitte Pelletier, présidente
- M. Thierry Usclat, vice-président éthique et déontologie
- M. Denis Michaud, vice-président
- M^{me} Sandra Bilodeau
- M^{me} Nancy Lavoie
- M. Robert Pagé
- M^{me} Martine Savard
- M. Léonard Serafini
- M^{me} France Thériault
- M^{me} Sylvie Piérard

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 38

Subventions versées aux différentes associations municipales en 2015-2016 et 2016- 2017. Indiquer l'objet de la subvention et les prévisions pour 2017-2018.

Nom du bénéficiaire	Exercice financier 2016-2017 (au 28 février 2017)
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	25 000 \$
Union des municipalités du Québec (UMQ)	25 000 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 39

Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2015-2016 et 2016-2017 et chacune des 10 dernières années. Prévisions pour 2017-2018.

Les données représentent les intérêts à la charge des municipalités sur les dettes qui apparaissent dans leur rapport financier, auxquels sont ajoutés les intérêts qui sont à la charge des municipalités, mais dont les dettes apparaissent dans le rapport financier des autres organismes municipaux (MRC, régies, organismes publics de transport et communautés métropolitaines).

	ANNÉE MUNICIPALE ⁽¹⁾										
	2007 \$	2008 \$	2009 \$	2010 \$	2011 \$	2012 \$	2013 \$	2014 \$	2015 \$	2016 ⁽¹⁾	2017 ⁽³⁾
Intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités ⁽²⁾	632 235 649	698 692 986	740 772 046	766 849 463	795 131 961	774 873 645	771 084 834	747 715 809	747 811 727	798 389 998	799 507 744

(1) Pour les années 2007 à 2015, les données proviennent des documents « Rapport financier » et représentent la dépense réelle. Pour l'année 2016, les données proviennent des documents « Prévisions budgétaires » et représentent les dépenses estimées.

(2) Le montant des intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités présenté concerne seulement la partie des intérêts à la charge de la municipalité. La partie des intérêts à la charge du gouvernement du Québec est présentée distinctement dans le rapport financier des municipalités.

(3) Pour 2017, le montant a été estimé en supposant un taux de croissance annuel de 0,14 %, ce qui représente le taux moyen annuel depuis 2011.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Liste des mandats reçus en 2016-2017 par la Commission municipale du Québec (CMQ) (du 1^{er} avril 2016 jusqu'au 28 février 2017)

Provenance des mandats :

➤ **Administration provisoire d'une municipalité**

En vertu de la Loi sur la Commission municipale (RLRQ, c. C-35), la CMQ administre provisoirement une municipalité dont le conseil ne peut plus siéger valablement, faute de quorum.

La CMQ adopte par résolution toute mesure qu'elle juge nécessaire pour l'administration de la municipalité. Les actes qu'elle pose ont le même effet, à tous égards, que si le conseil ou le maire avait agi lui-même. Cette administration est maintenue jusqu'à ce que le conseil retrouve le quorum à la suite de la tenue d'élections fixées par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

La CMQ intervient lors d'une administration provisoire, soit :

- lorsque le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité constate que le conseil municipal n'a plus le quorum requis et en informe la CMQ;
- lorsque, à la lecture de la revue de presse, la CMQ est informée de la situation;
- lorsque la CMQ en est informée par le Ministère.

➤ **Allocation de transition**

En vertu de la Loi sur le traitement des élus municipaux, une municipalité peut adopter un règlement prévoyant le versement d'une allocation de transition. L'élu qui démissionne peut avoir droit à une allocation de transition si la démission est justifiée pour des raisons familiales sérieuses ou par un problème de santé important affectant un membre de sa famille immédiate ou lui-même. La CMQ détermine si l'élu a droit à son allocation.

➤ **Arbitrage conventionnel**

En vertu de la Loi sur la Commission municipale, deux organismes municipaux ou plus peuvent convenir de soumettre à l'arbitrage de la CMQ un différend né ou éventuel. Ne peut toutefois être soumis à l'arbitrage de la CMQ un différend qui, en vertu d'une loi, doit être décidé par une autorité autre qu'un tribunal judiciaire.

➤ **Autorisation de ne pas agir à titre de président d'élection**

Le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité est d'office le président d'élection de celle-ci. Il ne peut refuser d'agir qu'avec l'autorisation de la CMQ qui doit alors nommer un remplaçant, conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

➤ **Avis de conformité**

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) prévoit que la CMQ peut rendre des avis sur la conformité de documents d'urbanisme lorsqu'une demande lui est adressée par une municipalité locale, par un groupe de personnes habiles à voter ou par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

La majorité des demandes proviennent d'un groupe de personnes habiles à voter, à la suite d'un avis public publié par le greffier d'une municipalité.

Il existe deux types de conformité qui peuvent faire l'objet d'un avis de la CMQ :

- la conformité locale (la conformité de règlements d'urbanisme d'une municipalité locale au plan d'urbanisme de cette même municipalité);
- la conformité régionale (la conformité du plan d'urbanisme ou de règlements d'urbanisme d'une municipalité locale au schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire adoptés par une municipalité régionale de comté).

➤ **Constat de la fin de mandat d'un élu municipal**

En vertu de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, c. C-19.1), le greffier ou le secrétaire-trésorier d'une municipalité qui se rend compte de la fin du mandat d'un membre du conseil en raison de son défaut d'assister aux séances du conseil, de son inhabilité, de la nullité de son élection ou de la dépossession de sa charge, doit en aviser par écrit le plus tôt possible, la CMQ qui, après enquête, constate ou non la fin du mandat.

➤ **Destitution d'un président d'élection**

En vertu de cette même loi, la Commission peut, pour cause, après lui avoir donné l'occasion de se faire entendre, destituer un président d'élection et désigner son remplaçant.

➤ **Droit d'opposition**

Conformément à la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001), la CMQ a le pouvoir de traiter toute opposition formulée par une municipalité liée à l'égard de certains règlements adoptés par un conseil d'agglomération.

➤ **Enquête en matière d'éthique et de déontologie municipales**

La Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, c. E-15.1.0.1) prévoit que toute personne qui a des motifs de croire qu'un membre du conseil d'une municipalité a commis un manquement à une règle prévue au code d'éthique et de déontologie qui lui est applicable, peut en saisir le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Si la demande n'est pas frivole, vexatoire ou manifestement mal fondée, le ministre demande à la CMQ d'effectuer une enquête.

Au terme de son enquête, la CMQ peut conclure que la conduite du membre du conseil constitue un manquement à une règle de son code d'éthique et de déontologie.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Dans ce cas, la CMQ peut imposer une ou plusieurs des sanctions prévues dans la Loi, à savoir :

- la réprimande;
- la remise du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de tout profit retiré en contravention d'une règle énoncée dans le code;
- le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme;
- la suspension du membre du conseil, sans indemnité, pour une durée maximale de 90 jours.

➤ **Enquête publique**

À la demande du gouvernement, la CMQ enquête sur tout aspect de l'administration d'une municipalité qu'il indique.

➤ **Étude sur le caractère supralocal d'un équipement, d'une infrastructure, d'un service ou d'une activité**

La Loi sur la Commission municipale prévoit que le ministre peut, à la demande d'une municipalité locale à qui appartient un équipement dont elle estime qu'il a un caractère supralocal, demander à la Commission de faire une étude visant à déterminer, notamment, le caractère local ou supralocal de cet équipement.

➤ **Examen préalable**

Depuis le 30 septembre 2016, en vertu de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, la CMQ a la responsabilité de procéder à l'examen préalable des demandes d'enquête en matière d'éthique et de déontologie.

➤ **Exemptions des taxes foncières ou de la taxe d'affaires**

La CMQ peut, après consultation de la municipalité locale concernée, reconnaître aux fins d'exemption de taxes foncières et de la taxe d'affaires certains organismes à but non lucratif répondant aux critères établis par la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1).

La reconnaissance aux fins d'exemption de la taxe d'affaires est en vigueur pour une période de 5 ans et celle aux fins d'exemption des taxes foncières, pour une période de 9 ans. Après ce délai, la reconnaissance accordée doit faire l'objet d'une révision par la CMQ.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

➤ **Fixation du taux de l'eau**

La Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2) prévoit que, à défaut d'entente, la CMQ fixe les taux de vente d'eau ou du service d'égout entre les municipalités, ou entre une municipalité et l'exploitant d'un service d'aqueduc ou d'égout.

➤ **Gestion d'une voie publique**

En vertu de la Loi sur les compétences municipales, lorsque deux municipalités locales font défaut de conclure une entente relativement à la gestion et au partage des dépenses relatives à une voie publique qui divise leur territoire, l'une d'entre elle peut demander à la CMQ :

- de statuer sur la nécessité de faire assumer par une seule municipalité la responsabilité de la gestion de la voie publique ou d'une partie de celle-ci;
- de décider laquelle des municipalités est responsable de la gestion de la voie publique;
- de prévoir les règles de partage des dépenses.

➤ **Partage d'un fonds réservé (carrières et sablières)**

En vertu de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c. C-47.1) une municipalité dont le territoire comprend le site d'une carrière ou d'une sablière doit constituer un fonds réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques. Une municipalité voisine, dont les voies publiques sont empruntées pour la circulation des substances provenant de cette carrière ou sablière, peut demander à la municipalité qui a constitué le fonds de conclure une entente pour l'attribution des sommes versées dans ce fonds. En cas de mésentente, la municipalité voisine peut soumettre le différend à la CMQ.

Toute municipalité régionale de comté peut constituer, par règlement, un fonds régional tenant lieu de tout fonds local pour les municipalités situées sur son territoire. Ce règlement doit prévoir les modalités d'utilisation des sommes versées dans ce fonds et les règles de répartition entre les municipalités locales. Une municipalité locale peut demander à la CMQ de réviser les critères d'attribution établis dans le règlement.

➤ **Tarification des matières résiduelles**

En vertu de cette même loi, la CMQ peut, sur demande de toute personne ou municipalité, modifier en tout ou en partie, le prix qu'entend exiger l'exploitant d'une installation d'élimination de matières résiduelles. Également, la CMQ peut, sur requête d'une partie intéressée et après enquête sommaire, fixer provisoirement le prix exigible par l'exploitant.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Type de mandat - Municipalité	Provenance	Début	Fin prévue	Région
Administration provisoire – Gros-Mécatina	Municipalité	2016-04-08	2016-05-24	Côte-Nord
Administration provisoire – La Bostonnais	Municipalité	2016-06-13	2016-06-27	Mauricie
Administration provisoire – Saint-Paul d'Abbotsford	Municipalité	2016-06-10	2016-07-29	Montréal
Administration provisoire – Racine	Municipalité	2016-08-10	2016-09-02	Estrie
Administration provisoire – Lejeune	Municipalité	2016-09-06	2016-10-07	Bas St-Laurent
Administration provisoire – Percé	Municipalité	2016-11-22	Novembre 2017	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine
Accompagnement - Ville de Disraeli (aréna)	Municipalité	2016-04-11	À déterminer	Chaudières-Appalaches
Accompagnement - Sainte-Hénédine c. Sainte-Claire (complexe sportif)	Municipalité	2016-11-14	Février 2017	Chaudières-Appalaches
Accompagnement - MRC Les Maskoutains (ÉISA)	MRC	2016-12-15	Mai 2017	Montréal
Accompagnement - Pierreville c. Saint-François-du-Lac (caserne incendie)	Municipalité	2016-09-12	Janvier 2017	Centre-du-Québec
Accompagnement - Magog	Municipalité	2016-04-25	Septembre 2016	Estrie
Accompagnement - Rivière-du-Loup	Municipalité	2016-11-21	Février 2017	Bas Saint-Laurent
Accompagnement - L'Isle Verte	Municipalité	2017-02-03	Février 2017	Bas Saint-Laurent
Accompagnement - Saint-Agapit	Municipalité	2016-11-24	À déterminer	Chaudières-Appalaches
Accompagnement - Saint-Justin	Municipalité	2017-01-19	À déterminer	Mauricie
Allocation de transition - Robitaille c. Terrebonne	Élu	2016-11-18	2017-01-06	Lanaudière
Arbitrage - Plessville c. Paroisse de Plessville	Municipalité	2016-05-16	À déterminer	Centre-du-Québec
Arbitrage - Saint-Léandre c. MRC La Matanie	Municipalité	2016-07-19	2017-02-06	Bas Saint-Laurent

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Type de mandat - Municipalité	Provenance	Début	Fin prévue	Région
Arbitrage - Carignan c. Chambly	Municipalité	2017-01-10	À déterminer	Montréal
Avis de conformité - Pedneault et al. C. Saguenay	Personnes habiles à voter de la Ville de Saguenay	2016-06-01	2016-07-26	Saguenay-Lac-St-Jean
Avis de conformité - Dupont et al. C. Saint-Tite	Personnes habiles à voter de la Ville de Saint-Tite	2016-06-14	2016-08-15 Désistement	Mauricie
Avis de conformité - Massé et al. C. Oka	Personnes habiles à voter de la Ville de Oka	2016-07-08	2016-07-29 Désistement	Laurentides
Avis de conformité - Bluteau c. Trois-Rivières	Personnes habiles à voter de la Ville de Trois-Rivières	2016-09-15	2016-12-08	Mauricie
Avis de conformité - Vachon c. Saint-Constant	Personnes habiles à voter de la Ville de Saint-Constant	2016-10-18	2016-11-03 Désistement	Montréal
Avis de conformité - Beaudry c. La Prairie	Personnes habiles à voter de la Ville de La Prairie	2016-11-21	2017-02-21 Désistement	Montréal
Avis de conformité - Lauzière c. Shawinigan	Personnes habiles à voter de la Ville Shawinigan	2016-11-24	2017-01-06 Désistement	Mauricie
Avis de conformité - Parent c. La Prairie	Personnes habiles à voter de la Ville de La Prairie	2016-11-21	2017-02-21 Désistement	Montréal
Carrière et sablière - Eastman c. Stukely-Sud et al.	Municipalité	2016-04-18	À déterminer	Estrie
Constat de la fin de mandat d'un élu - Pontiac	Secrétaire-trésorier	2016-07-04	2016-08-30	Outaouais
Constat de la fin de mandat d'un élu - Kingsbury	Secrétaire-trésorière	2016-07-06	2016-08-19	Estrie
Constat de la fin de mandat d'un élu - Moffet c. René Champion	Secrétaire-trésorier	2016-09-23	2016-10-31	Abitibi-Témiscamingue
Constat de la fin de mandat d'un élu - Ragueneau	Secrétaire-trésorier	2016-11-07	2016-12-08	Côte-Nord
Constat de la fin de mandat d'un élu - Saint-Pierre-de-Lamy	Secrétaire-trésorier	2016-11-18	2017-01-23	Bas St-Laurent
Constat de la fin de mandat d'un élu - Rimouski	Secrétaire-trésorier	2016-12-29	2017-02-08	Bas St-Laurent

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Type de mandat - Municipalité	Provenance	Début	Fin prévue	Région
Constat de la fin de mandat d'un élu - Saint-François-Xavier-de-Viger	Secrétaire-trésorier	2017-01-23	2017-02-20	Bas St-Laurent
Constat de la fin de mandat d'un élu - Pontiac	Secrétaire-trésorier	2017-01-27	Mars 2017	Outaouais
Constat de la fin de mandat d'un élu - La Bostonnais	Secrétaire-trésorier	2017-02-10	Mars 2017	Mauricie
Constat de la fin de mandat d'un élu - Rapide-Danseur	Secrétaire-trésorier	2017-02-10	Mars 2017	Abitibi-Témiscamingue
Destitution de président d'élection - Maniwaki	Citoyen	2016-08-25	2016-08-29	Outaouais
Droit d'opposition - La Macaza c. Rivière-Rouge	Secrétaire-trésorier	2016-12-28	À déterminer	Laurentides
Conciliation - Carignan c. Chambly	Ministre	2016-11-16	2016-11-30	Montréal
Demande de changement de nom - Disraeli (Paroisse)	Ministre	2017-01-24	À déterminer	Chaudière-Appalaches
Président d'élection - Aguanish	Secrétaire-trésorier	2016-08-29	2016-09-09	Côte-Nord
Président d'élection - MRC Témiscamingue	Secrétaire-trésorier	2016-10-04	2016-10-12	Abitibi-Témiscamingue
Président d'élection - Stukely-Sud	Secrétaire-trésorier	2016-10-19	2016-10-26	Estrie
Président d'élection - Saint-Lucien	Secrétaire-trésorier	2016-10-27	2016-11-10	Centre du Québec
Président d'élection - Sherbrooke	Secrétaire-trésorier	2016-11-21	2016-11-28	Estrie
Président d'élection - Cap-Santé	Secrétaire-trésorier	2016-12-01	2016-12-20	Capitale Nationale
Président d'élection - Saint-Prosper	Secrétaire-trésorier	2016-12-12	2016-12-21	Chaudière-Appalaches
Président d'élection - La Malbaie	Secrétaire-trésorier	2016-11-25	2016-12-16	Capitale Nationale
Président d'élection - Boischatel	Secrétaire-trésorier	2016-12-29	2017-01-17	Capitale Nationale
Président d'élection - MRC La Matapédia	Secrétaire-trésorier	2017-01-16	2017-01-20	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Type de mandat - Municipalité	Provenance	Début	Fin prévue	Région
Président d'élection - MRC Le Haut-Saint-François	Secrétaire-trésorier	2017-01-25	2017-02-02	Estrie
Président d'élection - Sainte-Émélie-de-l'Énergie	Secrétaire-trésorier	2017-02-01	2017-02-13	Lanaudière
Président d'élection - Chapais	Secrétaire-trésorier	2017-02-06	2017-02-13	Nord du Québec
Président d'élection - Béthanie	Secrétaire-trésorier	2017-02-20	2017-02-23	Montréal
Président d'élection - Saint-Alphonse-de-Rodriguez	Secrétaire-trésorier	2017-02-24	Mars 2017	Lanaudière
Président d'élection - Saint-Charles-Borromée	Secrétaire-trésorier	2017-02-24	Mars 2017	Lanaudière
Taux d'eau (médiation) - Régie intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay – Ville de Châteauguay	Ville de Châteauguay	2017-02-16	À déterminer	Montréal
Voirie municipale (en médiation) - Saint-Bruno c. Saint-Gédéon	Saint-Bruno	2016-11-29	À déterminer	Saguenay-Lac-St-Jean
Voirie municipale (en médiation) - Allevyn-et-Cawood c. Kazabazua	Allevyn-et-Cawood	2016-12-07	À déterminer	Outaouais
Infrastructures et activités supralocales - Lac-des-Écorces et al. C. Mont-Laurier (offre de médiation)	Municipalité de Lac-des-Écorces	2017-01-19	À déterminer	Laurentides

Type de mandat - Municipalité	Personne visée	Début	Date de décision	Région
Éthique et déontologie en matière municipale - Stukely-Sud	Gérald Allaire, maire	2016-04-12	2016-10-21	Estrie
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Justin	Jean-Claude Gauthier, maire	2016-05-05	À déterminer	Mauricie
Éthique et déontologie en matière municipale - Brossard	Paul Leduc, maire	2016-07-04	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Kazabazua	Sandra Lacharity, conseillère	2016-07-13	À déterminer	Outaouais
Éthique et déontologie en matière municipale - Montréal (Ile-Bizard-Ste-Geneviève)	Éric Dugas	2016-07-08	2016-12-02	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Sainte-Perpétue	Céline Avoine	2016-08-01	À déterminer	Chaudière-Appalaches
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Michel Fecteau	2016-09-01	À déterminer	Montréal

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Type de mandat - Municipalité	Personne visée	Début	Date de décision	Région
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Justin Bessette	2016-09-09	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Campbell's Bay	Lisa Dagenais	2016-09-30	À déterminer	Outaouais
Éthique et déontologie en matière municipale - Brossard	Paul Leduc	2016-12-22	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Baie-d'Urfé	Lynda Phelps	2017-01-16	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Baie-d'Urfé	Janet Ryan	2017-01-16	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Baie-d'Urfé	Maria Tutino	2017-01-16	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Baie-d'Urfé	Kim Millette	2017-01-16	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Baie-d'Urfé	Chuck Colomb	2017-01-16	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Baie-d'Urfé	Peter Fletcher	2017-01-16	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Denis-de-Brompton	Richard Brulotte	2017-01-23	À déterminer	Estrie
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Patricia Poissant	2017-01-23	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Aimé	Maria Libert	2017-01-23	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Yvan Berthelot	2017-01-27	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - New Richmond	Réal Cyr	2017-01-31	À déterminer	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine
Éthique et déontologie en matière municipale - New Richmond	Geneviève Braconnier	2017-01-31	À déterminer	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine
Éthique et déontologie en matière municipale - New Richmond	Jean Cormier	2017-01-31	À déterminer	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Edmond-de-Grantham	Robert Corriveau	2017-02-14	À déterminer	Centre du Québec
Éthique et déontologie en matière municipale - Sorel-Tracy	Sophie Chevalier	2017-02-15	À déterminer	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Edmond-de-Grantham	Robert Corriveau	2017-02-17	À déterminer	Centre du Québec

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Type de mandat - Municipalité	Personne visée	Début	Date de décision	Région
Éthique et déontologie en matière municipale - Mont-Laurier	Frank Crépeau	2017-02-20	À déterminer	Laurentides
Éthique et déontologie en matière municipale - Mont-Laurier	David Gouin	2017-02-28	À déterminer	Laurentides

Type de mandat - Municipalité	Provenance	Début	Fin prévue	Région
Reconnaissance aux fins d'exemption des taxes Demandes reçues : 335 Décisions rendues ou dossiers fermés : 370 Demandes en traitement : 199	Organismes à but non lucratif			Toutes les régions du Québec
Examen préalable Demandes reçues : 111 Demandes fermées : 56 Demandes transférées en enquête : 19 Demandes en traitement : 36	Citoyens			Toutes les régions du Québec

• **Liste des mandats reçus lors d'exercices antérieurs qui se sont terminés entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 ou encore en traitement au 28 février 2017**

Type de mandat - Municipalité	Provenance	Début	Fin prévue	Région
Administration provisoire - L'Île d'Anticosti	Municipalité	2016-03-10	2016-04-19	Côte-Nord
Avis de conformité - Québec	Personnes habiles à voter	2016-01-05	2016-05-30	Capitale-Nationale
Avis de conformité - Shawinigan	Personnes habiles à voter	2016-02-15	2016-06-01	Mauricie
Avis de conformité - Amqui	Personnes habiles à voter	2016-03-07	2016-05-09	Bas Saint-Laurent
Carrière et sablière - Bedford	Municipalité	2014-07-23	À déterminer	Montréal

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Type de mandat - Municipalité	Provenance	Début	Fin prévue	Région
Carrière et sablière - Ange-Gardien	Municipalité	2011-07-07	2016-11-15 (désistement)	Montréal
Carrière et sablière - Brome-Missisquoi	Municipalité	2013-10-15	2017-02-17 (désistement)	Montréal
Carrière et sablière - MRC de Brome-Missisquoi	MRC	2011-07-25	2016-09-06 (désistement)	Montréal
Constat de la fin de mandat d'un élu - Tingwick	Secrétaire-trésorier	2016-03-23	2016-04-29	Centre-du-Québec
Constat de la fin de mandat d'un élu - Lamarche	Secrétaire-trésorier	2016-03-08	2016-05-06	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Constat de la fin de mandat d'un élu - Pike-River	Secrétaire-trésorier	2016-02-23	2016-05-06	Montréal
Constat de la fin de mandat d'un élu - Lejeune	Secrétaire-trésorier	2016-03-30	2016-05-10	Bas Saint-Laurent
Constat de la fin de mandat d'un élu - Lejeune	Secrétaire-trésorier	2016-03-29	2016-05-11	Bas Saint-Laurent
Droit d'opposition - Côte-Saint-Luc - Montréal	Ville de Côte-Saint-Luc	2013-10-09	Dossier suspendu jusqu'à la décision de la Cour supérieure	Montréal
Étude sur le caractère supralocal d'équipements - Trois-Pistoles	Ministre	2015-08-12	2016-07-19	Bas Saint-Laurent
Taux d'eau (arbitrage) - Ville de Châteauguay	Ville de Châteauguay	2016-03-09	À déterminer	Montréal
Taux d'eau - Ville de Mercier c. Sainte-Martine et al.	Ville de Mercier	2016-01-27	À déterminer	Montréal
Tutelle - L'Assomption	Gouvernement	2015-05-13	2017-02-20	Montréal

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Type de mandat - Municipalité	Personne visée	Début	Date de décision	Région
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-François-Xavier-de-Brompton	Manon Jolin	2015-01-27	2016-05-16	Estrie
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-François-Xavier-de-Brompton	Claude Sylvain	2015-01-27	2016-05-16	Estrie
Éthique et déontologie en matière municipale - Grandes-Piles	Carolle Moisan	2015-04-08	2016-05-31	Mauricie
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Aubert	Yvon Fournier	2015-05-28	2016-06-22	Chaudière- Appalaches
Éthique et déontologie en matière municipale - Rougemont	Jeannot Alix	2015-06-03	2016-06-23	Montérégie
Éthique et déontologie en matière municipale - Boucherville	Jean Martel	2015-06-03	2016-07-06	Montérégie
Éthique et déontologie en matière municipale - Sutton	Winston Bresee	2015-05-21	2016-07-19	Montérégie
Éthique et déontologie en matière municipale - Maskinongé	Jonathan Lacourse	2015-07-03	2016-07-19	Mauricie
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Prosper	Thérèse Gravel	2016-01-12	2016-08-22	Chaudière- Appalaches
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Pierre-les-Becquets	Louise Lemay	2016-01-25	2016-08-26	Centre-du-Québec
Éthique et déontologie en matière municipale - L'Assomption	Jean-Claude Gingras	2014-09-12	À déterminer	Lanaudière
Éthique et déontologie en matière municipale - Chandler	Louissette Langlois	2014-11-12	2016-05-16	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Éthique et déontologie en matière municipale - Saguenay	Jean Tremblay	2014-12-04	2016-07-06	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Éthique et déontologie en matière municipale - Saguenay	Bernard Noël	2014-12-04	2016-07-06	Saguenay-Lac-Saint-Jean
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Augustin	Glen McKinnon	2014-12-05	2016-10-26	Côte-Nord
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-François-Xavier-de-Brompton	Claude Sylvain	2015-01-27	2016-06-16	Estrie
Éthique et déontologie en matière municipale - Chandler	Louissette Langlois	2015-03-13	2016-09-02	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Émile-de-Suffolk	Hugo Desormeaux	2015-09-18	2016-09-09	Outaouais
Éthique et déontologie en matière municipale - Racine	François Boissonneault	2016-02-23	2016-09-28	Estrie

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 40

Concernant la Commission municipale du Québec (CMQ), fournir la liste des mandats, mentionner le statut de chacun des mandats, la date de début et de fin prévue ainsi que la région dans laquelle il a lieu.

Type de mandat - Municipalité	Personne visée	Début	Date de décision	Région
Éthique et déontologie en matière municipale - Grenville-sur-la-rouge	John Saywell	2016-03-22	2016-10-05	Laurentides
Éthique et déontologie en matière municipale - Laval	Vasilios Karidogiannis	2016-03-14	2016-10-18	Laval
Éthique et déontologie en matière municipale - Sainte-Christine-D'Auvergne	Yvan Chantal	2015-12-18	2016-10-20	Capitale-Nationale
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-Augustin	Glen McKinnon	2014-12-05	2016-10-26	Côte-Nord
Éthique et déontologie en matière municipale - Saint-René-de-Matane	Joyce Bérubé	2015-12-18	2016-10-28	Bas Saint-Laurent
Éthique et déontologie en matière municipale - Montréal	Jacqueline Gremaud	2015-06-30	2016-10-31	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale - Natasquan	André Barrette	2015-11-10	2016-10-31	Côte-Nord
Éthique et déontologie en matière municipale - Roquemaure	Jacqueline Gravel	2015-07-21	2016-11-22	Abitibi-Témiscamingue
Éthique et déontologie en matière municipale – Hudson	Ed Prévost	2015-09-29	2016-12-06	Montréal
Éthique et déontologie en matière municipale – Lac Sergent	Hélène D. Michaud	2016-02-26	2017-01-30	Capitale-Nationale

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 41

Liste des corporations religieuses, Églises, fabriques ou autres institutions à caractère religieux qui ont bénéficié d'une exemption de taxe foncière, municipale ou scolaire en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (article 204, par 8. et 2) pour les années 2009-2010 à 2016-2017. Pour chacune d'elles, fournir la liste des terrains et bâtiments visés ainsi que leur valeur, la valeur exempte de taxe et la valeur de l'exemption (manque à gagner pour la municipalité) tenant compte de la compensation prévue à l'article 205.1 pour certains terrains.

De telles listes ne sont pas disponibles et leur réalisation exigerait plusieurs semaines de travail.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 42

Liste des corporations religieuses, Églises, fabriques ou autres institutions à caractère religieux dont l'exemption de taxe foncière, municipale ou scolaire accordée en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (article 204, par. 8 et 12) a été révoquée par la Commission municipale du Québec, de 2011 à 2016.

Il n'appartient pas à la Commission municipale du Québec de révoquer une inscription faite en vertu des paragraphes 8° ou 12° de la Loi sur la fiscalité municipale. L'inscription au rôle des organismes religieux en application de ces dispositions incombe à l'organisme responsable de l'évaluation municipale (MRC ou municipalité locale).

Les paragraphes 8° et 12° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale ne relèvent pas de la compétence de la Commission municipale du Québec.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 43

Le nombre et le nom des municipalités qui ont augmenté leurs taxes foncières au-delà de l'inflation dans leur budget 2016.

Le Ministère ne détient pas ces informations.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 44

Expliquer à quoi servent les surplus dits non affectés des municipalités qui s'élevaient effectivement à 1,32 G\$ en 2013.

En vertu de l'article 476 de la Loi sur les cités et villes et des articles 959 et 960 du Code municipal du Québec, les deniers non spécialement appropriés de la municipalité peuvent être employés à toutes fins qui sont du ressort du conseil.

Ainsi, les surplus non affectés visent à combler des besoins futurs. Cependant, il n'est pas possible d'identifier à quelles fins ils serviront, ni à quel moment.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 45

Fournir le déficit en infrastructures municipales au Québec.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ne détient pas les informations concernant le déficit en infrastructures municipales au Québec.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 46

Les projets soumis dans le cadre du volet « petites collectivités » du Fonds chantiers Canada-Québec d'environ 176,9 M\$ (10 % de l'enveloppe totale) depuis février 2015.

L'entente concernant le Fonds des petites collectivités (FPC) a été signée par les gouvernements du Québec et du Canada le 22 mai 2015.

Le MAMOT a mis en place un programme pour concrétiser le FPC. Ce programme est doté d'une enveloppe d'aide totale de 353,9 M\$ et s'adresse aux municipalités du Québec de moins de 100 000 habitants.

Depuis septembre 2015, les municipalités peuvent déposer des demandes d'aide pour des projets d'infrastructures d'eau, incluant le renouvellement de conduites.

De plus, depuis juillet 2016, les municipalités peuvent également soumettre dans ce programme leurs projets d'infrastructures culturelles, sportives, de loisir, touristiques, de transport aérien et contribuant à l'atténuation des catastrophes. Pour le suivi de ces projets, le MAMOT travaille en collaboration avec quatre ministères partenaires : Culture et Communications (MCC), Éducation et Enseignement supérieur (MEES), Tourisme (MTO) et Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (MTMDET).

L'ajout de ces nouvelles catégories d'infrastructures admissibles permet de répondre à une demande des municipalités en soutenant des projets qui correspondent à leurs priorités.

Au 28 février 2017, 347 demandes ont été déposées dans le FPC (voir Annexe 1) :

- Sous-volet 1.1 - Renouvellement de conduites (MAMOT) : 55 demandes reçues.
- Sous-volet 1.2 - Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées (MAMOT) : 22 demandes reçues.
- Sous-volet 2.1 – Culturelles (MCC) : 42 demandes reçues.
- Sous-volet 2.2 – Sport et loisir (MEES) : 206 demandes reçues.
- Sous-volet 2.3 – Touristiques (MTO) : 17 demandes reçues.
- Sous-volet 2.4 – Transport aérien et atténuation des catastrophes (MTMDET et MAMOT) : 5 demandes reçues.

Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités

Données au 2017-02-28

Sous-volet	No dossier	Organisme requérant	Région	Titre du projet	Date de réception
1.1	2000063	Beaconsfield	06	Renouvellement de conduites	2016-02-25
1.1	2000094	Beaconsfield	06	Renouvellement de conduites	2016-11-25
1.1	2000095	Beaconsfield	06	Renouvellement de conduites	2016-11-25
1.1	2000071	Bonaventure	11	Renouvellement de conduites	2016-05-11
1.1	2000083	Brownsburg-Chatham	15	Renouvellement de conduites	2016-09-29
1.1	2000106	Crabtree	14	Renouvellement de conduites	2017-01-30
1.1	2000075	Disraeli	12	Renouvellement de conduites	2016-07-05
1.1	2000096	Dorval	06	Renouvellement de conduites	2016-11-29
1.1	2000070	Drummondville	17	Renouvellement de conduites	2016-04-30
1.1	2000086	Drummondville	17	Renouvellement de conduites	2016-10-08
1.1	2000060	East Broughton	12	Renouvellement de conduites	2016-02-10
1.1	2000058	Joliette	14	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000090	Joliette	14	Renouvellement de conduites	2016-11-24
1.1	2000091	Joliette	14	Renouvellement de conduites	2016-11-24
1.1	2000092	Joliette	14	Renouvellement de conduites	2016-11-24
1.1	2000093	Joliette	14	Renouvellement de conduites	2016-11-24
1.1	2000068	Kirkland	06	Renouvellement de conduites	2016-03-22
1.1	2000059	La Guadeloupe	12	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000087	Lachute	15	Renouvellement de conduites	2016-10-19
1.1	2000072	Magog	05	Renouvellement de conduites	2016-05-12
1.1	2000098	Magog	05	Renouvellement de conduites	2016-12-09
1.1	2000064	Montréal-Est	06	Réhabilitation de diverses conduites	2016-03-04
1.1	2000074	Montréal-Ouest	06	Renouvellement de conduites	2016-07-05
1.1	2000107	Otterburn Park	16	Renouvellement de conduites	2017-01-31
1.1	2000077	Plessisville	17	Renouvellement de conduites	2016-07-12
1.1	2000073	Price	01	Renouvellement de conduites	2016-06-01
1.1	2000051	Rimouski	01	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000082	Rivière-Bleue	01	Renouvellement de conduites	2016-09-22
1.1	2000085	Rivière-du-Loup	01	Renouvellement de conduites	2016-10-07
1.1	2000101	Roberval	02	Renouvellement de conduites	2017-01-05
1.1	2000069	Rosemère	15	Renouvellement de conduites	2016-04-16
1.1	2000061	Saint-Côme--Linière	12	Renouvellement de conduites	2016-02-20
1.1	2000062	Saint-Côme--Linière	12	Renouvellement de conduites	2016-02-20
1.1	2000080	Saint-Donat	14	Renouvellement de conduites	2016-08-24
1.1	2000067	Sainte-Adèle	15	Renouvellement de conduites	2016-03-22
1.1	2000053	Sainte-Agathe-des-Monts	15	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000054	Sainte-Agathe-des-Monts	15	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000055	Sainte-Agathe-des-Monts	15	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000056	Sainte-Agathe-des-Monts	15	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000057	Sainte-Agathe-des-Monts	15	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000050	Sainte-Anne-des-Plaines	15	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000088	Sainte-Mélanie	14	Renouvellement de conduites	2016-10-25
1.1	2000097	Sainte-Thérèse	15	Renouvellement de conduites	2016-12-06
1.1	2000052	Saint-Henri	12	Renouvellement de conduites	2016-02-08
1.1	2000103	Saint-Jacques	14	Renouvellement de conduites	2017-01-23
1.1	2000104	Saint-Jacques	14	Renouvellement de conduites	2017-01-25
1.1	2000105	Saint-Jacques	14	Renouvellement de conduites	2017-01-25
1.1	2000084	Saint-Joseph-de-Beauce	12	Renouvellement de conduites	2016-10-06
1.1	2000108	Saint-Lin--Laurentides	14	Renouvellement de conduites	2017-02-01
1.1	2000109	Saint-Lin--Laurentides	14	Renouvellement de conduites	2017-02-01
1.1	2000089	Saint-Ludger	05	Renouvellement de conduites	2016-10-27
1.1	2000099	Valcourt	05	Renouvellement de conduites	2016-12-13
1.1	2000076	Verchères	16	Renouvellement de conduites	2016-07-05
1.1	2000079	Warwick	17	Renouvellement de conduites	2016-08-23
1.1	2000102	Yamaska	16	Renouvellement de conduites	2017-01-19
1.2	2010058	Amos	08	Prol. sanitaire rue Harricana Nord	2016-05-04
1.2	2010056	Blue Sea	07	Puit municipal - eau potable	2016-01-08
1.2	2010059	Bonaventure	11	Mise aux normes eau potable	2016-05-11
1.2	2010071	Charlemagne	14	Réfection des réseaux d'égout	2017-01-30
1.2	2010050	Châteauguay	16	Réfection du poste de pompage Reid	2015-10-13
1.2	2010062	Dunham	16	Égout sanitaire rue Lasnier	2016-08-17
1.2	2010055	Joliette	14	Poste de pompage Monseigneur Forbes	2015-12-17
1.2	2010057	Joliette	14	Agrandissement réserve d'eau	2016-04-11
1.2	2010068	Lachute	15	Mise à niveau de la STEP de RAEUCL	2016-11-22
1.2	2010070	Lachute	15	Travaux de traitement	2017-01-16
1.2	2010060	Lambton	05	Conduite d'amenée Giguère/Quirion	2016-06-08
1.2	2010067	Les Coteaux	16	Remplacement conduite existante	2017-02-02
1.2	2010065	Prévost	15	Collecteur - Égout	2016-09-28
1.2	2010063	Saint-Amable	16	Travaux de canalisation - Phase IX	2016-08-26
1.2	2010069	Saint-Constant	16	Bouclage d'une conduite d'aqueduc	2016-12-02
1.2	2010074	Sainte-Mélanie	14	Réfection aqueduc domaine Carillon	2016-11-02
1.2	2010073	Saint-Jacques	14	Mise aux normes usine d'eau potable	2017-02-01
1.2	2010061	Saint-Michel	16	Démantelement STEP Neufchatel	2016-05-24
1.2	2010054	Sayabec	01	Infrastructures Rte 132 / St-Paule	2015-12-11
1.2	2010072	Senneville	06	Bouclage du réseau d'aqueduc	2017-02-01
1.2	2010052	Shawinigan	04	Assainissement Lac-à-la-Tortue	2015-11-03
1.2	2010066	Val-David	15	Construction des infrastructures sanitaires - secteur Marie-Anne / Route 117	2016-10-07
2.1	2020170	Angliers	08	Projet agrandissement bibliothèque	2016-10-08
2.1	2020321	Bristol	07	Réaménagement et agrandissement de la Bibliothèque	2016-12-22
2.1	2020272	Brownsburg-Chatham	15	Place du citoyen	2016-11-10
2.1	2020252	Coaticook	05	Restauration de la Vieille Poste	2016-10-28
2.1	2020324	Deschailons-sur-Saint-Laurent	17	Construction d'une bibliothèque municipale	2016-12-22
2.1	2020341	Deschambault-Grondines	03	Restauration de l'ancien Couvent de Deschambault. Centre culturel	2017-01-23
2.1	2020229	Dollard-Des Ormeaux	06	Rénovation, mise à niveau et agrandissement de la bibliothèque	2016-10-22

Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités
Données au 2017-02-28

Sous-volet	No dossier	Organisme requérant	Région	Titre du projet	Date de réception
2.1	2020251	Gracefield	07	Rénovation bibliothèque municipale	2016-10-28
2.1	2020345	La Tuque	04	Mise à niveau du Complexe culturel Félix-Leclerc	2017-01-26
2.1	2020249	Lac-des-Écorces	15	Rénovation et agrandissement de la bibliothèque municipale (secteur Lac-des-Écorces)	2016-10-27
2.1	2020268	Lac-des-Écorces	15	Rénovation et mise à niveau de la bibliothèque municipale (secteur Val-Barrette)	2016-11-03
2.1	2020287	Lac-Sainte-Marie	07	Relocalisation de la bibliothèque municipale	2016-11-18
2.1	2020271	L'Isle-aux-Coudres	03	Restauration barrage du ruisseau Rouge	2016-11-09
2.1	2020180	L'Islet	12	Restauration de la Salle des Habitants	2016-10-08
2.1	2020211	Maniwaki	07	Rénovation du bâtiment Château Logue	2016-10-08
2.1	2020358	Mont-Laurier	15	Agrandissement bibliothèque de Mont-Laurier et mise à niveau Maison de la culture	2017-02-15
2.1	2020176	Montmagny	12	Requalification du centre communautaire et culturel de la Place des Migrations	2016-10-08
2.1	2020177	Montmagny	12	Conversion de l'ancien hôtel de ville en centre communautaire et culturel	2016-10-08
2.1	2020339	Notre-Dame-de-Stanbridge	16	Édifice GH Dupuis-Volet Bibliothèque	2017-01-17
2.1	2020250	Oka	15	Remise en état de la salle des loisirs e agrandissement de la bibliothèque municipale	2016-10-27
2.1	2020311	Potton	05	Réfection des fondations et redressement de la structure de la Grange ronde	2016-12-09
2.1	2020167	Repentigny	14	Construction d'une salle de spectacle à géométrie variable	2016-10-08
2.1	2020356	Rimouski	01	Bibliothèque du Bic	2017-02-13
2.1	2020201	Rivière-du-Loup	01	Mise à niveau de la Bibliothèque municipale Françoise-Bédard	2016-10-08
2.1	2020304	Roberval	02	Agrandissement et réaménagement du Centre Culturel de la ville de Roberval	2016-12-05
2.1	2020361	Saint-Bonaventure	17	Agrandissement Bibliothèque de Saint-Bonaventure	2017-02-16
2.1	2020169	Saint-Charles-Borromée	14	Réfection des infrastructures - Maison et jardins Antoine-Lacombe	2016-10-08
2.1	2020124	Saint-Constant	16	Construction d'une nouvelle bibliothèque	2016-10-08
2.1	2020227	Sainte-Agathe-des-Monts	15	Projet de rénovation du Théâtre le Patriote	2016-10-22
2.1	2020135	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	15	Agrandissement du centre communautaire et aménagement d'une bibliothèque	2016-10-08
2.1	2020214	Sainte-Paule	01	Relocalisation de la bibliothèque municipale de Sainte-Paule	2016-10-08
2.1	2020288	Saint-Jean-sur-Richelieu	16	Réaménagement des bibliothèques Adélar-Berger et L'Acadie	2016-11-19
2.1	2020206	Saint-Ludger-de-Milot	02	Rénovation de la bibliothèque municipale	2016-10-08
2.1	2020352	Saint-Michel	16	RÉAMÉNAGEMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE EXISTANTE AVEC TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT	2017-02-09
2.1	2020130	Saint-Pascal	01	Relocalisation de la bibliothèque municipale	2016-10-08
2.1	2020363	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	03	Réaménagement de la bibliothèque Oscar Ferland	2017-02-17
2.1	2020225	Saint-Pierre-les-Becquets	17	Agrandissement de la bibliothèque incluant un réaménagement de l'espace actuel	2016-10-22
2.1	2020182	Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	03	Relocalisation de la bibliothèque Anne-Hébert	2016-10-08
2.1	2020336	Stoneham-et-Tewkesbury	03	Projet de réaménagement de la bibliothèque Jean-Luc Grondin	2017-01-16
2.1	2020204	Tadoussac	09	Relocalisation de la bibliothèque municipale	2016-10-08
2.1	2020141	Thetford Mines	12	Agrandissement du studio-théâtre Paul Hébert	2016-10-08
2.1	2020295	Vaudreuil-Dorion	16	Agrandissement de la Bibliothèque de Vaudreuil-Dorion	2016-11-25
2.2	2020108	Baie-D'Urfé	06	Réfection des quatre terrains de tennis en terre battue	2016-10-27
2.2	2020111	Baie-D'Urfé	06	Construction de la zone de jeux de la Grange Rouge	2016-10-27
2.2	2020112	Baie-D'Urfé	06	Développement d'un plan directeur des parcs et espaces verts	2016-10-27
2.2	2020113	Baie-D'Urfé	06	Réparation du système de réfrigération de la surface de glace au Curling Club	2016-10-27
2.2	2020262	Baie-Saint-Paul	03	Réfection de l'aréna Luc et Marie-Claude, de Baie-Saint-Paul	2016-11-01
2.2	2020163	Beauceville	12	Construction d'un nouvel aréna	2016-10-27
2.2	2020136	Beaumont	12	Construction d'un Pavillon des loisirs au Parc Récréotouristique de Vincennes	2016-10-27
2.2	2020331	Bégin	02	Rénovation salle communautaire et patinoire	2017-01-12
2.2	2020107	Beloeil	16	Construction d'un centre aquatique à Beloeil	2016-10-27
2.2	2020351	Boileau	07	Parc Municipal de Boileau	2017-02-08
2.2	2020157	Bonaventure	11	Mise aux normes et modernisation de l'aréna Gilbert Desrosiers	2016-10-27
2.2	2020234	Brébeuf	15	MISE À NIVEAU DU TERRAIN DE BALLE ET DU TENNIS	2016-10-27
2.2	2020175	Brossard	16	Centre multifonctionnel de Brossard	2016-10-27
2.2	2020131	Brownburg-Chatham	15	Place du citoyen	2016-10-27
2.2	2020237	Cacouna	01	Centre de loisirs de Cacouna	2016-10-27
2.2	2020168	Calixa-Lavallée	16	Chalet des Loisirs	2016-10-27
2.2	2020208	Candiac	16	Promenade du littoral	2016-10-27
2.2	2020243	Candiac	16	Centre aquatique	2016-10-27
2.2	2020154	Cantley	07	Centre communautaire multifonctionnel (CCM) de Cantley	2016-10-27
2.2	2020220	Carignan	16	Piscine intérieure municipale de Carignan	2016-10-27
2.2	2020217	Chambord	02	Amélioration du terrain de baseball	2016-10-27
2.2	2020149	Chandler	11	Travaux de réfection au centre sportif Clément Tremblay de Chandler	2016-10-27
2.2	2020127	Chelsea	07	Aménagement d'une Piste cyclable dans le secteur Mine Notch et Kingsmere	2016-10-27
2.2	2020278	Clermont	03	Réfection de l'aréna de Clermont	2016-11-11
2.2	2020164	Coaticook	05	Mise à niveau du centre récréatif Gérard Couillard	2016-10-27
2.2	2020142	Crabtree	14	Rénovation de l'aréna Roch Lasalle	2016-10-29
2.2	2020318	Dégelis	01	Mise aux normes de l'aréna et du centre communautaire de Dégelis	2016-12-20
2.2	2020259	Disraeli	12	Réaménagement de l'aréna 76	2016-11-01
2.2	2020129	Dolbeau-Mistassini	02	Construction d'un complexe aqua-gym	2016-10-27

Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités
Données au 2017-02-28

Sous-volet	No dossier	Organisme requérant	Région	Titre du projet	Date de réception
2.2	2020125	Donnacona	03	Réfection des terrains de tennis	2016-10-27
2.2	2020145	Donnacona	03	Centre communautaire pour adolescents	2016-10-27
2.2	2020173	Donnacona	03	Construction d'un Centre aquatique	2016-10-27
2.2	2020191	Drummondville	17	Construction d'un centre multisports et aréna	2016-10-27
2.2	2020197	Drummondville	17	Réfection de la piscine Frigon	2016-10-27
2.2	2020209	Drummondville	17	Agrandissement et rénovation du Centre Marcel-Dionne (arena)	2016-10-27
2.2	2020210	Drummondville	17	Réfection de la piscine Woodyatt	2016-10-27
2.2	2020223	Drummondville	17	Prolongement de la piste multifonctionnelle du boul. Lemire entre Power et Canadien	2016-10-27
2.2	2020235	Drummondville	17	Chalet du boisé Marconi	2016-10-27
2.2	2020276	Duhamel	07	Réfection du Centre Communautaire de Duhamel	2016-11-11
2.2	2020355	East Angus	05	Mise à niveau de l'Aréna Robert Fournier	2017-02-10
2.2	2020264	Farnham	16	Amélioration du Centre communautaire de Farnham (anciennement nommé Centre d'Art)	2016-11-02
2.2	2020366	Frampton	12	Rénovations au terrain des loisirs	2017-02-20
2.2	2020203	Frontenac	05	Construction d'un toit permanent au-dessus de la patinoire multifonctionnelle	2016-10-27
2.2	2020296	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	10	Aire sportive recouverte	2016-11-28
2.2	2020367	Galichan	08	Aménagement d'un centre communautaire	2017-02-20
2.2	2020116	Granby	16	Centre Aquatique Granby	2016-10-27
2.2	2020212	Grande-Rivière	11	Mise à niveau du centre récréatif et de la bibliothèque annexée	2016-10-27
2.2	2020326	Ham-Nord	17	Aménagement multi-générationnel au Parc de la Relève	2016-12-23
2.2	2020255	Hébertville	02	Développement 4 saisons du Mont Lac-Vert	2016-10-29
2.2	2020263	Henryville	16	Améliorations sportives au Parc des Copains	2016-11-02
2.2	2020329	Joliette	14	Construction d'un chalet de service, parc St-Jean-Baptiste	2017-01-10
2.2	2020275	Kirkland	06	Remise en état du chalet Holleuffer	2016-11-10
2.2	2020179	La Doré	02	Implantation d'un piste cyclable reliant Zoo de St-Felicien et Moulin des Pionniers	2016-10-27
2.2	2020245	La Pêche	07	Aménagement d'un parc municipal incluant un terrain de Baseball et des jeux d'eau	2016-10-27
2.2	2020327	La Prairie	16	Construction d'un aréna municipal	2016-12-30
2.2	2020346	La Tuque	04	Revitalisation du Parc du Lac St-Louis	2017-01-26
2.2	2020181	Labelle	15	Rénovation du centre communautaire de Labelle	2016-10-27
2.2	2020256	Lac-Brome	16	Centre aquatique Lac-Brome	2016-10-29
2.2	2020246	Lac-Simon	07	Centre communautaire	2016-10-27
2.2	2020320	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	02	Développement d'un pôle de diffusion socioculturel	2016-12-21
2.2	2020303	Le Haut-Saint-Laurent	16	Asphaltage de la piste cyclable	2016-12-05
2.2	2020319	Les Escourmins	09	Agrandissement et modernisation des équip. du centre sportif Charles-Édouard-Boucher	2016-12-21
2.2	2020152	Les Îles-de-la-Madeleine	11	Centre sportif à deux glaces - Îles-de-la-Madeleine	2016-10-27
2.2	2020153	Les Pays-d'en-Haut	15	Complexe sportif des Pays-d'en-Haut	2016-10-27
2.2	2020270	L'Islet	12	Aménagement terrain de tennis extérieur	2016-11-04
2.2	2020365	L'Islet	12	Aménagement d'un terrain de Skate parc	2017-02-20
2.2	2020267	Magog	05	Réfection de l'aréna de Magog	2016-11-03
2.2	2020369	Magog	05	Aménagement de jeux d'eau et réfection du bâtiment de service au parc des Hautes-Sources	2017-02-22
2.2	2020307	Marston	05	Jeux d'eau	2016-12-07
2.2	2020105	McMasterville	16	La réfrigération : la solution !	2016-10-27
2.2	2020313	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	02	Rénovation, transformation piscine municipale phase 1	2016-12-14
2.2	2020289	Mirabel	15	Aménagement surface synthétique terrain de soccer Parc Victor-Lapointe	2016-11-21
2.2	2020291	Mirabel	15	Remplacement du système de réfrigération et mise aux normes	2016-11-22
2.2	2020161	Mont-Joli	01	Rénovation et agrandissement du stade du centenaire	2016-10-27
2.2	2020265	Mont-Laurier	15	Travaux de rénovation et de mise à niveau du bâtiment de la piscine de Mont-Laurier	2016-11-02
2.2	2020184	Montmagny	12	Réfection de la piscine Guylaine-Cloutier	2016-10-27
2.2	2020185	Montmagny	12	Remise en état de l'aréna municipal	2016-10-27
2.2	2020186	Montmagny	12	Mise aux normes de la piscine de la Pointe-aux-Oies	2016-10-27
2.2	2020187	Montmagny	12	Circuit des trois ponts	2016-10-27
2.2	2020200	Montmagny	12	Requalification du centre communautaire de la Place des Migrations	2016-10-27
2.2	2020202	Montmagny	12	Conversion de l'ancien hôtel de ville en centre communautaire	2016-10-27
2.2	2020230	Montmagny	12	Réaménagement du parc de la Mairie	2016-10-27
2.2	2020294	Montréal-Ouest	06	Construction d'un Centre communautaire et de loisirs	2016-11-25
2.2	2020216	Mont-Royal	06	Construction d'un complexe sportif et rénovation du centre récréatif actuel	2016-10-27
2.2	2020310	Mont-Tremblant	15	Aménagement de 4 terrains de tennis avec surface synthétique	2016-12-09
2.2	2020364	Mont-Tremblant	15	Construction d'un pavillon d'accueil	2017-02-17
2.2	2020115	Morin-Heights	15	Réhabilitation du 27 Bellevue	2016-10-27
2.2	2020261	Murdochville	11	Amélioration du centre sportif (aréna et piscine)	2016-11-01
2.2	2020133	Napierville	16	Construction d'une piscine intérieure à Napierville	2016-10-27
2.2	2020334	New Richmond	11	Réfection du Centre communautaire Adrien-Gauvreau	2017-01-13
2.2	2020323	Nominingue	15	Mon parc multisport	2016-12-22
2.2	2020335	Normandin	02	Remplacement du système de réfrigération et modification du bâtiment - centre sportif	2017-01-13
2.2	2020337	Notre-Dame-de-la-Salette	07	Patinoire extérieure	2017-01-17
2.2	2020253	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	16	Construction d'un complexe récréoaquatique	2016-10-29
2.2	2020338	Notre-Dame-de-Stanbridge	16	Édifice G.H.Dupuis-Volet communautaire	2017-01-17
2.2	2020231	Notre-Dame-du-Portage	01	Espace villégiature Notre-Dame-du-Portage	2016-10-27
2.2	2020207	Oka	15	Reconstruction rampe de mise à l'eau municipale	2016-10-27

Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités

Données au 2017-02-28

Sous-volet	No dossier	Organisme requérant	Région	Titre du projet	Date de réception
2.2	2020343	Otterburn Park	16	Réfection de la piscine extérieure et reconstruction d'un nouveau bâtiment	2017-01-24
2.2	2020325	Pierre-De Saurel	16	Prolongement de la piste cyclable La Sauvagine (Route verte numéro 3)	2016-12-22
2.2	2020151	Pincourt	16	Reconstruction du chalet de la piscine du Parc Olympique et rénovation du bassin	2016-10-27
2.2	2020283	Pointe-Fortune	16	Amélioration du parc Olivier-Guimond	2016-11-16
2.2	2020286	Port-Daniel--Gascons	11	Remise en état du Centre multifonctionnel	2016-11-17
2.2	2020194	Prévost	15	Aménagement d'un terrain de soccer synthétique	2016-10-27
2.2	2020199	Princeville	17	Mise à niveau et agrandissement du Centre sportif Paul-de-la Sablonnière	2016-10-27
2.2	2020298	R.I. patinoire Huntingdon		Système de réfrigération	2016-11-29
2.2	2020274	R.I. Roxton		TOITURE DU CENTRE COMMUNAUTAIRE DE ROXTON FALLS	2016-11-10
2.2	2020241	Rémigny	08	Centre de mise en forme Rémigny et cuisine communautaire	2016-10-27
2.2	2020165	Repentigny	14	Aménagement de 4 terrains de tennis éclairés en acrylique - parc Claudel	2016-10-27
2.2	2020166	Repentigny	14	Relocalisation et réaménagement 4 terrains de tennis éclairés en acrylique -Thifault	2016-10-27
2.2	2020101	Rimouski	01	Construction d'un complexe glaces et piscine	2016-10-27
2.2	2020305	Rivière-Bleue	01	Agrandissement et réaménagement du Complexe sportif Rosaire-Bélanger	2016-12-05
2.2	2020205	Rivière-Ouelle	01	Surface multisports	2016-10-27
2.2	2020193	Robert-Cliche	12	Piste cyclable de la Beauce	2016-10-27
2.2	2020134	Roberval	02	Mise à niveau Centre Sportif Benoit-Levesque (aréna) et terrains de sports	2016-10-27
2.2	2020333	Rougemont	16	Reconstruction du Centre Omer Cousineau et jeux d'eau	2017-01-12
2.2	2020357	Saint-Adalbert	12	Acquisition d'un terrain multisports et amélioration des infrastructures existantes	2017-02-13
2.2	2020155	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	15	Construction d'une patinoire extérieure multifonctionnelle	2016-10-27
2.2	2020322	Saint-Alphonse-de-Granby	16	Centre communautaire	2016-12-22
2.2	2020198	Saint-Anaclet-de-Lessard	01	Réfection de la patinoire et skate parc	2016-10-27
2.2	2020174	Saint-André	01	MISE AUX NORMES DU CENTRE DES LOISIRS	2016-10-27
2.2	2020121	Saint-Arsène	01	Construction centre communautaire	2016-10-27
2.2	2020219	Saint-Bernard	12	Amélioration des lignes de soccer et d'un parc, ajout d'un parc et d'un sentier	2016-10-27
2.2	2020280	Saint-Bruno-de-Montarville	16	Conversion du système de réfrigération de l'aréna Michael-Bilodeau	2016-11-16
2.2	2020332	Saint-Calixte	14	Réfection du Chalet des loisirs de Saint-Calixte	2017-01-12
2.2	2020150	Saint-Charles-Borromée	14	Bâtiment sanitaire et réfection des infrastructures - Parc Saint-Jean-Bosco	2016-10-27
2.2	2020123	Saint-Constant	16	Construction d'un centre aquatique	2016-10-27
2.2	2020156	Saint-Constant	16	Construction d'un centre communautaire	2016-10-27
2.2	2020138	Saint-Cyprien	01	Aménagement salle communautaire	2016-10-27
2.2	2020146	Saint-Damien-de-Buckland	12	Aménagement d'un parc de quartier " Parc Irenée-Thibault "	2016-10-27
2.2	2020317	Sainte-Agathe-des-Monts	15	Terrain synthétique de football et de soccer - Polyvalente des Monts	2016-12-15
2.2	2020257	Sainte-Anne-des-Monts	11	Rénovations majeures de l'aréna J-R. Lévesque	2016-10-29
2.2	2020330	Sainte-Brigide-d'Iberville	16	Jeux d'eau	2017-01-12
2.2	2020349	Sainte-Brigitte-de-Laval	03	Mise au normes et aménagement de sentiers récréatifs	2017-02-01
2.2	2020213	Sainte-Catherine	16	Parc linéaire dans l'emprise d'Hydro-Québec	2016-10-27
2.2	2020160	Sainte-Claire	12	Mise aux normes du système de réfrigération et de ventilation	2016-10-27
2.2	2020260	Sainte-Clotilde	16	Aménagement de jeux d'eau	2016-11-01
2.2	2020281	Sainte-Clotilde-de-Beauce	12	Remplacement et amélioration majeurs de toiture et des accès-centre multifonctionnel	2016-11-16
2.2	2020192	Sainte-Croix	12	REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION DE L'ARÉNA,MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS	2016-10-27
2.2	2020285	Sainte-Edwidge-de-Clifton	05	Patinoire multifonctionnelle	2016-11-17
2.2	2020189	Sainte-Germaine-Boulé	08	RÉFECTION DU SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION DE L'ARÉNA	2016-10-27
2.2	2020232	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	01	Plancher du Centre des Loisirs	2016-10-27
2.2	2020279	Sainte-Luce	01	Réfection de la patinoire et de l'éclairage du terrain de jeux	2016-11-15
2.2	2020117	Saint-Elzéar	12	Bâtiment des Loisirs	2016-10-27
2.2	2020308	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	15	Projet de parc-école municipalisé : ajout de nouvelles infrastructures sportives	2016-12-09
2.2	2020347	Sainte-Marthe	16	Refaire les infrastuctures du terrain de balle	2017-01-26
2.2	2020148	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	15	Piscine intermunicipale	2016-10-27
2.2	2020353	Sainte-Perpétue	12	Installation de jeux d'eau	2017-02-09
2.2	2020342	Sainte-Sophie	15	Aménagement d'un couloir de déplacement en bordure la Montée Masson	2017-01-23
2.2	2020293	Saint-Esprit	14	Construction d'une patinoire multifonctionnelle	2016-11-24
2.2	2020315	Sainte-Thérèse	15	Amélioration de l'éclairage public et sportif au parc De Sève et réfection des abris	2016-12-15
2.2	2020100	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	07	Sortir des sentiers battus (titre à changer)	2017-01-10
2.2	2020299	Saint-Eugène	17	Construction d'une infrastructure collective au parc Lou Brouillard	2016-11-30
2.2	2020277	Saint-Fabien-de-Panet	12	Améliorations du chalet des loisirs et des sports et du parc de jeux pour les enfants	2016-11-11
2.2	2020344	Saint-Félicien	02	Réfection centre récréatif Marianne St-Gelais	2017-01-25
2.2	2020143	Saint-Félix-de-Dalquier	08	Amélioration du complexe sportif	2016-10-28
2.2	2020120	Saint-Félix-de-Kingsey	17	Mise à niveau du Carrefour St-Félix	2016-10-27
2.2	2020266	Saint-Ferréol-les-Neiges	03	Aménagement secteur du lac du Faubourg	2016-11-02
2.2	2020218	Saint-Gabriel-Lalemant	01	Centre communautaire multifonctionnel	2016-10-27

Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités
Données au 2017-02-28

Sous-volet	No dossier	Organisme requérant	Région	Titre du projet		Date de réception
2.2	2020188	Saint-Germain-de-Grantham	17	Centre des loisirs Saint-Germain-de-Grantham		2016-10-27
2.2	2020122	Saint-Henri	12	Projet de remplacement et de modification du système de réfrigération de l'aréna		2016-10-27
2.2	2020362	Saint-Herménégilde	05	Rénovation Centre communautaire		2017-02-17
2.2	2020158	Saint-Hippolyte	15	Projet de réaménagement ou de construction d'un bâtiment polyvalent		2016-10-27
2.2	2020162	Saint-Honoré-de-Shenley	12	Agrandissement d'une infrastructure de sport et loisir		2016-10-27
2.2	2020196	Saint-Isidore	12	Remplacement d'équipements désuets - aréna Saint-Isidore		2016-10-27
2.2	2020118	Saint-Jean-de-Dieu	01	Ajout d'un appareil élévateur pour personnes handicapées		2016-10-27
2.2	2020258	Saint-Jean-Port-Joli	12	Aménagement d'un aire de jeux d'eau dans le parc Robichaud		2016-10-29
2.2	2020248	Saint-Jérôme	15	Complexe sportif multifonctionnel - Institut jérômien des sports		2016-10-27
2.2	2020172	Saint-Joseph-de-Beauce	12	Construction d'un centre sportif Ville de Saint-Joseph-de-Beauce		2016-10-27
2.2	2020242	Saint-Joseph-du-Lac	15	Construction d'une patinoire extérieure 4 saisons		2016-10-27
2.2	2020301	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	01	Amélioration des infrastructures de loisirs au Centre communautaire		2016-12-01
2.2	2020178	Saint-Mathieu-de-Rioux	01	Mises aux normes du centre communautaire		2016-10-27
2.2	2020126	Saint-Maurice	04	Construction d'un terrain de tennis		2016-10-27
2.2	2020254	Saint-Nérée-de-Bellechasse	12	Les rassemblements de Saint-Nérée		2016-10-29
2.2	2020137	Saint-Norbert-d'Arthabaska	17	Loisirs d'été et d'hiver		2016-10-27
2.2	2020269	Saint-Odilon-de-Cranbourne	12	Parc du Sous-bois		2016-11-03
2.2	2020350	Saint-Pamphile	12	Aménagement d'équipements multi générationnels		2017-02-08
2.2	2020102	Saint-Pascal	01	Réfection du centre communautaire Robert-Côté		2016-10-27
2.2	2020312	Saint-Pascal	01	Reconstruction des terrains de tennis et de la patinoire extérieure		2016-12-14
2.2	2020215	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	12	Infrastructure pour couvrir la patinoire municipale		2016-10-27
2.2	2020360	Saint-Pierre-de-Broughton	12	Remplacement des bandes de la patinoire secteur Saint-Pierre		2017-02-16
2.2	2020226	Saint-Pierre-les-Becquets	17	Réfection de l'aréna de Saint-Pierre-les-Becquets		2016-10-27
2.2	2020114	Saint-Prosper	12	Construction d'un complexe multifonctionnel (aréna et salle communautaire)		2016-10-27
2.2	2020348	Saint-Rémi-de-Tingwick	17	Dôme pour la patinoire		2017-02-01
2.2	2020340	Saint-Simon	01	Construction d'un centre communautaire multifonctionnel		2017-01-23
2.2	2020290	Saint-Sixte	07	Achat d'une structure de jeux pour les enfants de 0-12 ans		2016-11-21
2.2	2020109	Saint-Ubalde	03	Agrandissement du hall d'entrée principal du Centre des loisirs		2016-10-27
2.2	2020314	Saint-Vallier	12	Centre municipal multifonctionnel (transformation de l'église)		2016-12-14
2.2	2020300	Saint-Vianney	01	Projet de remettre en valeur la montagne de la croix et ses cachets particuliers		2016-12-01
2.2	2020233	Saint-Zotique	16	Agrandissement de la patinoire réfrigérée		2016-10-27
2.2	2020236	Saint-Zotique	16	Construction d'un toit sur la patinoire extérieure réfrigérée		2016-10-27
2.2	2020238	Saint-Zotique	16	Agrandissement de la rampe de mise à l'eau		2016-10-27
2.2	2020239	Saint-Zotique	16	Atténuateur de vagues		2016-10-27
2.2	2020244	Saint-Zotique	16	Construction d'une piste cyclable		2016-10-27
2.2	2020284	Sayabec	01	Remplacement du système de réfrigération		2016-11-16
2.2	2020273	Shefford	16	Salle Communautaire Multifonctionnelle (CCM)		2016-11-10
2.2	2020292	Sorel-Tracy	16	Réaménagement et mise aux normes de la piscine Laurier-R. Ménard		2016-11-23
2.2	2020110	Témiscouata-sur-le-Lac	01	Centre communautaire, sportifs et d'événements		2016-10-27
2.2	2020144	Thetford Mines	12	Aménagement de bande riveraine - Parc St-Noel		2016-10-27
2.2	2020221	Thetford Mines	12	Infrastructure pour la tenue des Jeux du Québec 2018		2016-10-27
2.2	2020247	Thetford Mines	12	Agrandissement du studio-théâtre Paul Hébert		2016-10-27
2.2	2020297	Thetford Mines	12	Construction d'une nouvelle aire de jeux d'eau dans le secteur Robertsonville		2016-11-28
2.2	2020316	Valcourt	05	Rénovations et aménagement de l'édifice communautaire		2016-12-15
2.2	2020140	Val-d'Or	08	Construction d'un complexe sportif		2016-10-27
2.2	2020224	Varenes	16	Transformation de l'aréna Louis-Philippe-Dalpé en centre de loisirs		2016-10-27
2.2	2020228	Vaudreuil-sur-le-Lac	16	Exerciseurs		2016-10-27
2.2	2020159	Verchères	16	Chalet du parc Passe-Partout		2016-10-27
2.3	2020183	Batiscan	04	Projet de réaménagement de la Place Jacques St-CYR		2016-10-27
2.3	2020222	Drummondville	17	Promenade des Voltigeurs		2016-10-27
2.3	2020104	Kamouraska	01	Maison du Kamouraska - Porte d'entrée du Bas-Saint-Laurent		2016-10-27
2.3	2020132	La Malbaie	03	Projet de développement du chemin du Havre et du Quai de Pointe-au-Pic		2016-10-27
2.3	2020302	Matawinie	14	Plan d'amélioration du Chemin des Cyprès (Route 3)		2016-12-02
2.3	2020190	Montebello	07	RÉNOVATION DU MARCHÉ DE LA GARE		2016-10-27
2.3	2020309	Nicolet	17	Parc Écomaritime de l'Anse du Port		2016-12-09
2.3	2020147	Pohénégamook	01	Les explorateurs d'émerveillement		2016-10-27
2.3	2020103	Rivière-du-Loup	01	Parc maritime de la Pointe de Rivière-du-Loup		2016-10-27
2.3	2020195	Rivière-Ouelle	01	Réparation du quai de Rivière-Ouelle		2016-10-27
2.3	2020171	Sainte-Anne-de-Bellevue	06	Projet de revitalisation de la promenade du canal de Sainte-Anne-de-Bellevue		2016-10-27
2.3	2020282	Sainte-Rose-de-Watford	12	Observatoire et centre d'interprétation		2016-11-16
2.3	2020328	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	07	Sortir des sentiers battus		2017-01-10
2.3	2020128	Saint-Hyacinthe	16	Construction d'un centre de congrès municipal		2016-10-27
2.3	2020306	Saint-Paul-de-la-Croix	01	Les Secrets de Salix - Labyrinthe vivant		2016-12-06
2.3	2020354	Shawinigan	04	Parc de la Marina de Shawinigan		2017-02-09
2.3	2020359	Val-David	15	Place publique		2017-02-15
2.4	2020240	Grande-Rivière	11	ENROCHEMENT RUE DU BORD-DE-L'EAU		2016-10-27

Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités
Données au 2017-02-28

Sous-volet	No dossier	Organisme requérant	Région	Titre du projet	Date de réception
2.4	2020139	Le Rocher-Percé	11	Mise à niveau des infrastructures aéroportuaires et allongement de la piste de 4000	2016-10-27
2.4	2020368	Lyster	17	Stabilisation et aménagement de la rive	2017-02-21
2.4	2020119	Rouyn-Noranda	08	Aéroport régional de Rouyn-Noranda agrandissement et mise à niveau	2016-10-27
2.4	2020106	Saint-Georges	12	Réfection du mur de soutènement du centre-ville	2016-10-27
TOTAL	1.1	55 demandes reçues			
	1.2	22 demandes reçues			
	2.1	42 demandes reçues			
	2.2	206 demandes reçues			
	2.3	17 demandes reçues			
	2.4	5 demandes reçues			
GRAND TOTAL		347 demandes reçues			

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 47

Copies de tous les échanges entre le MAMOT et d'autres ministères quant à la modification, l'approbation ou la signature du protocole d'entente négocié avec le gouvernement fédéral concernant Fonds chantiers Canada-Québec volet « projets nationaux/régionaux » (à la discrétion du gouvernement du Québec), de même que tous les échanges avec le gouvernement fédéral au même sujet.

Il n'y a aucun document au MAMOT.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 48

Bilan de la mise en œuvre des mesures et actions (sommes dépensées, ressources et heures consacrées, projets et interventions réalisés, etc.) du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 : La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble.

Le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 : La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble relève du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI).

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 49

Tout rapport, analyse ou note établissant un portrait comparatif des différents régimes de redevances de développement en Amérique du Nord.

Aucun rapport, analyse ou note n'a été réalisé en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 50

Mise à jour de la version 2012 du document intitulé « État de situation dépenses de recherche et de secrétariat de municipalités de 50 000 habitants et plus ».

Il n'y a pas eu de mise à jour à ce document de 2012.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 51

Concernant l'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, veuillez fournir les informations suivantes : a) l'enveloppe totale fournie par le MAMOT sur ce montant; b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable; c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée; d) l'échéance fixée pour chaque projet; e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet.

PROJET KIJATÉ

A) L'ENVELOPPE TOTALE FOURNIE PAR LE MAMOT SUR CE MONTANT

Les crédits sont votés au programme 7 « Habitation » du portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire ». Le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire verse une subvention annuelle à la Société d'habitation du Québec (SHQ) pour le financement de ses activités.

L'aide financière de la SHQ au projet est de 2 078 400 \$.

B) LA LISTE DES PROGRAMMES À PARTIR DESQUELS CES SOMMES ONT ÉTÉ DÉPENSÉES AVEC LE MONTANT POUR LEQUEL CHACUN EST RESPONSABLE

L'aide financière provient du programme AccèsLogis Québec de la SHQ.

C) LES PROJETS AUXQUELS CETTE ENVELOPPE EST ASSIGNÉE

Projet Kijaté du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or.

D) L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX POUR CHAQUE PROJET

Des travaux de préparation du terrain ont eu lieu en janvier 2017. Le chantier se poursuivra au printemps 2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 52

La ventilation des dépenses prévues au PQI 2017-2027 pour l'année 2017-2018 pour les projets suivants : a) Construction de la Cité de la culture et du sport à Laval; b) Construction d'une station d'épuration des eaux usées à Montréal; c) Construction de bassins de rétention des eaux usées pour le contrôle des débordements à Montréal; d) Aménagement du Quartier des spectacles à Montréal; e) Aménagement du site de la Gare de triage d'Outremont à Montréal; f) Construction d'une station d'épuration des eaux usées à Gatineau; g) Mise en valeur de l'Oratoire Saint-Joseph; h) Mise aux normes des installations d'eau potable à Baie-Comeau; i) Mise aux normes des installations d'eau potable à Shawinigan; j) Construction d'un centre multifonctionnel à Gatineau - Centre Robert-Guertin.

La ventilation des investissements prévus au Plan québécois des infrastructures (PQI) 2017-2027 pour les projets en réalisation dont le coût est de 50 millions de dollars ou plus est divulguée dans le document « Les infrastructures publiques du Québec » disponible sur le site web du Secrétariat du Conseil du trésor.

Voir https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/17-18/infrastructuresPubliquesQuebec.pdf, p.69

L'Annexe 1 présente la ventilation des investissements prévus au PQI 2017-2027 pour ces projets.

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs**En réalisation**

(en millions de dollars)

Nom	Région	Avant 2017-2018	Contribution du Québec			Total	Contribution des partenaires	Coût total
			PQI 2017-2027					
			2017-2018	2018-2027	Total			
1- Construction d'une station d'épuration des eaux usées à Montréal	06	5,4	18,7	39,6	58,3	63,7	86,3	150,0
2- Construction de bassins de rétention des eaux usées pour le contrôle des débordements à Montréal	06	5,5	7,9	35,9	43,8	49,3	98,7	148,0
3- Aménagement du Quartier des spectacles à Montréal	06	34,1	3,5	2,4	5,9	40,0	80,0	120,0
4- Aménagement du site de la Gare de triage d'Outremont à Montréal	06	19,4	7,8	2,9	10,6	30,0	90,0	120,0
5- Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Saint-Hyacinthe	16	37,1	5,1	—	5,1	42,2	38,8	81,0
6- Construction d'une station d'épuration des eaux usées à Gatineau	07	2,5	7,9	42,8	50,6	53,1	26,5	79,6
7- Mise en valeur de l'Oratoire Saint-Joseph	06	2,6	7,0	21,2	28,2	30,8	48,4	79,2
8- Réhabilitation de la Gare maritime et de la Jetée Alexandra dans le secteur du Vieux-Montréal et du Vieux-Port	06	—	15,4	4,6	20,0	20,0	58,0	78,0
9- Mise aux normes des installations d'eau potable à Shawinigan	04	14,8	8,3	1,0	9,2	24,0	40,0	64,1
10- Construction d'une usine de biométhanisation - Couronne Sud-Est de Montréal	16	2,8	11,5	—	11,5	14,3	43,5	57,8
11- Construction d'un centre multifonctionnel à Gatineau - Centre Robert-Guertin	07	—	6,6	19,9	26,5	26,5	26,5	53,0
Total En réalisation		124,1	99,6	170,2	269,8	394,0	636,7	1 030,7

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 53

La ventilation des dépenses prévues au PQI 2016-2026 pour l'année 2017-2018 pour les projets en planification suivants : a) Construction d'une usine de biométhanisation – Ville de Québec; b) Aménagement du Parc Jean-Drapeau; c) et d) Amélioration de la capacité et de l'efficacité des installations d'accueil des croisiéristes internationaux à Québec; e) Réhabilitation de la Gare maritime et de la Jetée Alexandra dans le secteur du Vieux-Montréal et du Vieux-Port; Construction d'un anneau de glace à Québec; f) Construction d'une usine de biométhanisation – Ville de Laval; g) Construction d'un amphithéâtre sportif à Trois-Rivières; h) Construction d'une usine de biométhanisation - Ville de Longueuil; i) Construction d'une usine de biométhanisation – Ville de Montréal; j) Construction d'une usine de biométhanisation – Couronne Sud-Est de Montréal.

Les projets en planification, dont le coût est de 50 millions de dollars et qui sont prévus au Plan québécois des infrastructures (PQI) 2017-2027 pour le secteur infrastructures municipales sous la responsabilité du MAMOT, sont :

- Construction du colisée de Trois-Rivières;
- Construction d'un centre de glace à Québec;
- Aménagement du Parc Jean-Drapeau à Montréal;
- Travaux de relocalisation de la prise d'eau et de recouvrement d'une partie du canal de l'aqueduc à l'usine Atwater de Montréal.

L'Annexe 1 présente la ventilation des investissements prévus au PQI 2017-2027 pour ces projets.

Les autres projets sont sous la responsabilité d'autres ministères.

Liste des projets de 50 millions de dollars et plus

Infrastructures municipales, sportives, communautaires et de loisirs – MAMOT

En planification

(en millions de dollars)

Nom	Région	Avant 2017-2018	Contribution du Québec		
			PQI 2017-2027		
			2017-2018	2018-2027	Total
1- Construction du colisée de Trois-Rivières	04	0,0	13,4	13,4	26,8
2- Construction d'un centre de glace à Québec	03	0,0	3,4	19,5	22,9
3- Aménagement du Parc Jean-Drapeau à Montréal	06	0,0	17,5	17,5	35,0
4- Travaux de relocalisation de la prise d'eau et de recouvrement d'une partie du canal de l'aqueduc à l'usine Atwater de Montréal	06	0,0	39,8	26,6	66,4
Total En planification		0,0	74,1	77,0	151,1

Note: Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au montant indiqué

CAQ 53 Annexe 1

Total	Contribution des partenaires	Coût total
26,8	26,8	53,6
22,9	45,1	68,0
35,0	35,4	70,4
66,4	13,6	80,0
151,1	120,9	272,0

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 54

Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2016-2017, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

Pour l'année 2016-2017, la gestion du Fonds vert représente :

- Environ 1,05 effectif à temps complet jusqu'au 8 janvier 2017, soit 0,9 ETC de niveau professionnel, 0,1 ETC de niveau encadrement et 0,05 de niveau secrétariat.
- Depuis le 9 janvier 2017, 1,51 effectifs à temps complet, soit 1,36 ETC de niveau professionnel, 0,1 ETC de niveau encadrement et 0,05 de niveau secrétariat.
- Masse salariale totale : 112 222 \$.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 55

Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

Les questions concernant le Fonds vert seront répondues par le MDDELCC.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 56

La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2015-2016 et 2016-2017 avec mention : a) de la description du projet; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire; c) du programme concerné, le cas échéant; d) du montant déboursé; e) de la date du déboursement; f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES. Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives. Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

Les questions concernant le Fonds vert seront répondues par le MDDELCC.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 57

Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2016-2017 : a) Le cadre de gestion utilisé; b) La grille d'évaluation des projets; c) Les objectifs poursuivis.

a) Le cadre de gestion utilisé : L'entente administrative relative à la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC) du gouvernement du Québec signée le 1^{er} avril 2014 et amendée le 22 mars 2017 entre le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire prévoit que le ministère se conforme au cadre de gestion du Fonds vert.

b) La grille d'évaluation des projets : Les programmes découlant de la mise en œuvre du PACC sont en cours d'élaboration, aucune grille d'évaluation pour ces programmes n'a encore été développée.

L'évaluation de la phase 3 du projet « Stratégies collectivités viables » de l'organisme Vivre en Ville se fait de manière continue au moyen des rapports d'activités qui sont transmis par l'organisme, de rencontres de suivi et de la réalisation des livrables attendus. Le bilan complet du projet incluant le rapport d'évaluation permettra de mesurer l'atteinte des cibles et indicateurs préalablement déterminés.

c) Les objectifs poursuivis : Les objectifs poursuivis sont en lien avec les principales priorités du PACC qui concernent l'aménagement du territoire :

- Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte contre les changements climatiques.
- Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de gaz à effet de serre, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire.
- Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 58

L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 : 1) Soutenir la grappe de la logistique et du transport, notamment en collaboration avec CargoM. 2) Accompagner les municipalités dans la mise à niveau de leur plan d'urgence, pour réduire les impacts d'un incident impliquant un navire de croisière, en favorisant le partage des responsabilités des divers intervenants interpellés.

En lien avec l'action « Intégrer le caractère unique des Îles-de-la-Madeleine dans les actions gouvernementales », le Ministère a introduit au projet de loi n° 83, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique, déposé le 1^{er} décembre 2015, l'article 62 qui vise à modifier l'article 9 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001) pour y ajouter, à la fin, l'alinéa suivant : « L'agglomération des Îles-de-la-Madeleine, en raison de son caractère insulaire unique, est désignée sous le nom de « Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine ». Ce projet de loi a été sanctionné le 10 juin 2016 par l'Assemblée nationale. L'utilisation du vocable de « communauté maritime » pour désigner l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine donne tout son sens au fait que les municipalités des Îles-de-la-Madeleine et de Grosse-Île sont liées aux fins de l'exercice de certaines compétences municipales et que leurs habitants partagent un même mode de vie, une même économie ainsi qu'une façon commune d'occuper le territoire qui sont conditionnés par l'insularité.

Par ailleurs, le gouvernement a adopté, le 5 mai 2016, le décret 354-2016 afin de reconnaître le statut particulier lié au caractère insulaire et des contraintes structurelles de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine lors de la planification pluriannuelle des ministères et organismes concernés effectuée dans le cadre de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Cette action pourra notamment contribuer à la mise en œuvre de l'orientation 3, « Améliorer la qualité de vie des citoyens et des citoyennes », axe 3 « Viser l'acceptabilité sociale et l'implication des collectivités ».

De plus, dans le cadre de l'orientation 1, « Développer l'économie maritime de manière durable », l'axe 3, « Développer des zones industrialo-portuaires », le ministère a collaboré aux travaux des comités locaux, composés de représentants du milieu et du gouvernement. Ces comités avaient pour objectif de définir la délimitation finale des zones industrialo-portuaires (ZIP) et l'élaboration de leur plan de développement. Le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation est le coordonnateur de ce dossier.

Jusqu'à maintenant, quatorze ententes pour le développement de ZIP ont été conclues, sur un total de 16. Il s'agit de Rimouski, Matane, Saguenay, Québec-Lévis, Trois-Rivières, Montréal, Baie-Comeau, Port-Cartier, Sept-Îles, Gaspé, Salaberry-de-Valleyfield, Sorel-Tracy, Contrecoeur-Varenes et Bécancour.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 59

Concernant les centre locaux de développement, indiquer les sommes versées aux MRC par le ministère pour les CLD en 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Vérifier les montants par région administrative et par CLD.

L'entrée en vigueur de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (ci-après nommée la « Loi ») a supprimé l'obligation pour une municipalité régionale de comté (MRC) de confier l'exercice de ses pouvoirs en matière de développement local à un centre local de développement (CLD).

La Loi a également institué le Fonds de développement des territoires (FDT) afin d'appuyer les efforts de développement local et régional des MRC, des organismes équivalents et de l'Administration régionale Baie-James. Dans le cadre de cette nouvelle gouvernance, les MRC ont géré le FDT dans un contexte de souplesse et d'autonomie, et en fonction de priorités qu'elles ont elles-mêmes établies pour leur territoire.

En vertu de la Loi, une MRC peut, sur autorisation du ministre, confier l'exercice de sa compétence en matière de développement local et régional à un organisme à but non lucratif (OBNL), qu'il s'agisse d'un CLD ou d'un autre organisme. L'annexe A de l'Entente relative au FDT prévoit que les MRC doivent produire, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport d'activités dressant le bilan des activités par priorités d'intervention et un bilan financier, la liste des contrats et des aides octroyés de même que les informations sur la délégation à un OBNL, incluant le budget confié.

Les sommes consacrées aux activités liées au développement économique local par chaque MRC seront publiées dans les rapports d'activités des MRC, lesquels seront rendus publics au plus tard le 30 juin 2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 60

Total des sommes distribuées par les CLD en 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 avec indication de la part de ces sommes destinée à des garanties de prêt pour les Fonds locaux d'investissements. Ventiler les montants par bénéficiaire, par CLD et par date d'obtention.

L'entrée en vigueur de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015 2016 (ci-après nommée la « Loi ») a supprimé l'obligation pour une municipalité régionale de comté (MRC) de confier l'exercice de ses pouvoirs en matière de développement local à un centre local de développement (CLD).

La Loi a également institué le Fonds de développement des territoires (FDT) afin d'appuyer les efforts de développement local et régional des MRC, des organismes équivalents et de l'Administration régionale Baie-James. Dans le cadre de cette nouvelle gouvernance, les MRC ont géré le FDT dans un contexte de souplesse et d'autonomie, et en fonction de priorités qu'elles ont elles-mêmes établies pour leur territoire.

En vertu de la Loi, une MRC peut, sur autorisation du ministre, confier l'exercice de sa compétence en matière de développement local et régional à un organisme à but non lucratif (OBNL), qu'il s'agisse d'un CLD ou d'un autre organisme. L'annexe A de l'Entente relative au FDT prévoit que les MRC doivent produire, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport d'activités dressant le bilan des activités par priorités d'intervention et un bilan financier, la liste des contrats et des aides octroyés de même que les informations sur la délégation à un OBNL, incluant le budget confié.

Les sommes consacrées aux activités liées au développement économique local par chaque MRC seront publiées dans les rapports d'activités des MRC, lesquels seront rendus publics au plus tard le 30 juin 2017.

La gestion des Fonds locaux d'investissements (FLI) a été transférée au ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation en avril 2015. Le MAMOT n'a pas d'information sur les sommes distribuées par les CLD dans le cadre des FLI.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

Demande n° 61

Liste des montants et des bénéficiaires de prêt, de prêt participatif, de garantie de prêt, de cautionnement, d'acquisition d'obligations ou autres titres d'emprunt, de participation au capital-actions et au capital social des Fonds locaux d'investissement en ventilant par région administrative et par circonscription pour les trois dernières années.

La gestion des Fonds locaux d'investissements (FLI) a été transférée au ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation en avril 2015. Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire n'a pas d'information sur les sommes distribuées par les CLD dans le cadre des FLI.

***Affaires municipales
et Occupation
du territoire***

Québec 